



Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique

PROFIL DE PAYS

2017



LIBÉRIA





Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique

PROFIL DE PAYS

2017



LIBÉRIA

Commandes

Pour commander des exemplaires du Profil de pays - Libéria, veuillez contacter :

Section des publications

Commission économique pour l'Afrique

B.P. 3001

Addis-Abeba, Éthiopie

Tél. : +251-11- 544-9900

Télécopie : +251-11-551-4416

Adresse électronique : ecainfo@uneca.org

Web : www.uneca.org

Pour télécharger gratuitement une copie électronique des publications de la CEA, veuillez accéder au site : www.uneca.org/publications

© 2017 Commission économique pour l'Afrique

Addis-Abeba, Éthiopie

Tous droits réservés

Premier tirage : mars 2018

Toute partie du présent ouvrage peut être citée ou reproduite librement. Il est cependant demandé d'en informer la Commission économique pour l'Afrique et de lui faire parvenir un exemplaire de la publication.

Note

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de la Commission économique pour l'Afrique aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites, ni quant à leur système économique ou leur stade de développement. Les désignations « développé », « industrialisé » et « en développement » n'ont qu'une fin statistique et ne constituent pas une appréciation du stade de développement atteint par tel pays ou telle région.

Sommaire

Liste des sigles et abréviations	iv
Remerciements	vi
Le Libéria en bref	vii
1. Vue d'ensemble	1
2. Contexte national et sous-régional	3
3. Performances économiques	8
3.1. Croissance économique	8
3.2. Politique budgétaire	11
3.3. Politique monétaire	12
3.4. Compte courant	13
3.5. Comptes capital et financier	16
4. Développement social	18
4.1. Dynamique démographique	18
4.2. Emploi et pauvreté	19
4.3. Santé	20
4.4. Éducation	23
4.5. Évaluation de l'égalité de genre au Libéria	24
5. Analyse thématique	26
5.1. Développement de l'agro-industrie au Libéria : quels atouts ?	27
5.2. Développement de l'agro-industrie au Libéria : les contraintes	31
5.3. Recommandations	38
6. Évaluation de la qualité des données nationales	40
Bibliographie	41

Liste des sigles et abréviations

AfDB/BAD	African Development Bank/Banque africaine de développement
AFT	Agenda for Transformation
AGOA	African Growth and Opportunity Act
AMAO	Agence monétaire de l'Afrique de l'Ouest
BCEAO	Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest
CAADP/PDDAA	Comprehensive Africa Agriculture Development Program/ Programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique
CBL	Central Bank of Liberia
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEN-SAD	Communauté des États sahélo-sahariens
CER	Communauté économique régionale
CPIA	Country Policy and Institutional Assessment
CWIQ	Core Welfare Indicator Questionnaire
EDS	Enquête démographique et de santé
EIU	Economist Intelligent Unit
ESP	Education Sector Plan
ESRP	Economic Stabilization and Recovery Plan
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FMI	Fonds monétaire international
HIES	Households Income and Expenditure Survey
IDA	Association de développement international
IDISA	Indice de développement et des inégalités entre les sexes en Afrique
IFPRI	Institut international de recherche sur les politiques alimentaires
JICA	Japan International Cooperation Agency
LATA	Liberia Agricultural Transformation Agenda
LEITI	Liberia Extractive Industries Transparency Initiative
LFS	Labor Force Survey
LISGIS	Liberia Institute of Statistics and Geo-Information Service
MCC	Millenium Challenge Corporation
MFDP	Ministry of Finance and Development Planning
MICS	Multiple Indicator and Cluster Surveys
MOCI	Ministry of Commerce and Industry

MOE	Ministry of Education
MOHSW	Ministry of Health and Social Welfare
NEPAD	Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique
NPHC	National Population and Housing Census
ODD	Objectifs de développement durable
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
OMS	Organisation mondiale de la Santé
PIB	Produit intérieur brut
PRS	Poverty Reduction Strategy
SRP	Stratégie de réduction de la pauvreté
TIFA	Trade and Investment Framework Agreement
UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine
UNDP	United Nations Development Programme
UNECA	United Nations Economic Commission for Africa
UNEP	United Nations Environment Programme
USAID	United States Agency for International Development
VIH/SIDA	Virus de l'immunodéficience humaine/Syndrome d'immunodéficience acquise
WAPP	West African Power Pool
WDI	World Development Indicators

Remerciements

La série de profils de pays publiée par la Commission économique pour l'Afrique (CEA) a pour objectif de produire et de diffuser des analyses et des recommandations de politiques propres à chaque pays et à chaque région qui tendent à promouvoir une transformation économique qui viendrait favoriser une croissance soutenue et un développement social durable, renforcer l'intégration régionale et faciliter la planification du développement et la gouvernance économique. Les profils de pays sont le fruit de la collaboration entre les Bureaux sous-régionaux de la Commission et le Centre africain pour la statistique, avec des apports de la Division des politiques macroéconomiques, de la Division de l'intégration régionale et du commerce, et de la Division des politiques de développement social.

Le profil de pays du Libéria a été réalisé sous la coordination générale et l'orientation de Mme Giovane Biha, Secrétaire exécutive adjointe de la CEA chargée de la diffusion du savoir, et la supervision directe de M. Dimitri Sanga, Directeur du Bureau sous-régional de la CEA pour l'Afrique de l'Ouest, avec la coordination technique de M. Bakary Dosso, Chef du Centre sous-régional de données. L'auteur principal du profil de pays du Libéria est M. Ehouman Williams V. Ahouakan, chercheur attaché au Bureau sous-régional de la CEA pour l'Afrique de l'Ouest, assisté de M. Simon Neumueller, économiste associé. D'importantes contributions ont été apportées au profil de pays par des institutions nationales comme le Ministère des finances et de la planification du développement, l'Institut national de la statistique et de la géo-information (LISGIS), la Banque centrale du Libéria (CBL), le Ministère du commerce et de l'industrie et le Ministère de l'éducation nationale.

Le groupe d'examen interne, constitué de M. Robert Lisinge, Mme Semia Guermas Tapia, Mme Meriem Ait Ouyahia et Mme Raquel Santos Garcia, mis en place par la Section de la qualité opérationnelle de la Commission, a fourni des observations et des contributions précieuses. Nous tenons également à remercier M. Lambert N'galadjo Bamba, professeur d'économie à l'Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan (Côte-d'Ivoire) pour ses avis d'expert et sa perspicacité. Une mention spéciale va enfin à la Section des publications de la CEA, qui aura pourvu à l'édition, la traduction, la conception graphique et l'impression du présent profil de pays.

Le Libéria en bref

Informations générales		Classement	Rang	Sur un total de	Année	Source
Sous-région	Afrique de l'Ouest	Indice de développement humain	177	188	2015	PNUD
Langue officielle	Anglais	Indice d'inégalités entre les sexes	150	159	2015	PNUD
Monnaie	Dollar Libérien	Indice Ibrahim de la gouvernance en Afrique	28	54	2016	Fondation Mo Ibrahim
Capitale	Monrovia	Indice de la facilité de faire des affaires	172	190	2017	Banque mondiale
Appartenance à une/des Communauté(s) économique(s) régionale(s)	CEDEAO CEN-SAD Mano River Union	Indice de perception de la corruption	90	176	2016	Transparency International

Croissance économique



La croissance économique du Libéria est au ralenti depuis 2013. Après avoir enchaîné des taux de croissance de son PIB réel supérieurs à 7 % en moyenne sur la période allant de 2006 à 2013, le taux de croissance économique du Libéria est passé de 0,3 % en 2015 à -0,5 % en 2016. Ce ralentissement dans la croissance économique observé au Libéria à partir de 2014 (0,7 %) a, au-delà de la baisse enregistrée dans les cours des principales matières premières exportées (minerais de fer, diamants, caoutchouc, or, etc.), été entretenu par la crise de l'Ébola de 2014, qui a entraîné une compression des investissements et une réduction de la production dans le secteur secondaire. Le PIB réel du Libéria est principalement alimenté par le secteur des services, dont la taille ne cesse de croître depuis 2009 (3,9 % de croissance entre 2015 et 2016). En 2016, la contribution de ce secteur à sa formation a été de 48,5 %.

Politique budgétaire



Le déficit budgétaire s'est rétréci entre les années fiscales 2014/15 et 2015/16 (4,2 % contre 9,8 % enregistré précédemment) mais reste toutefois supérieur à la norme communautaire de 3 %. La réduction du déficit budgétaire est imputable à une amélioration du recouvrement des ressources fiscales de l'année fiscale 2015/16 par rapport à l'année fiscale 2014/15 ainsi qu'à une réduction des dépenses de fonctionnement de l'État. Cependant, le déficit devrait se creuser pour l'année fiscale 2016/17 en raison d'une croissance économique plus faible anticipée pour 2017 et du processus électoral qui vient de s'achever. La dette publique du Libéria reste relativement soutenable malgré l'accroissement de 19,4 % enregistré dans son stock entre 2015 et 2016. En 2016, celui-ci représentait l'équivalent de 37,2 % du PIB.



Politique monétaire

La politique monétaire de la Banque centrale vise l'objectif d'une inflation modérée et de la stabilisation du taux de change du dollar libérien. Ces deux objectifs sont quelque peu contrariés par la forte dollarisation de l'économie qui rend ardue la tâche des autorités monétaires s'agissant de la stabilisation du taux de change. Entre 2013 et 2016, le dollar libérien a perdu plus de 20 % de sa valeur par rapport au dollar américain. En 2016, le taux d'inflation (8,8 %) s'est accru par rapport à son niveau de 2015 (7,8 %). Le taux d'intérêt prêtreur moyen pratiqué par les banques commerciales est resté relativement stable entre ces deux années (13,61 % en 2016 contre 13,59 % en 2015), suggérant une stagnation des incitations globales à investir offertes aux agents économiques par le secteur bancaire.



Compte courant

Le compte courant est structurellement déficitaire. Mais, par rapport à 2014 et 2015, le déficit du compte courant s'est amélioré en 2016. Il est passé de -852,2 millions de dollars américains en 2015 à -325,4 millions de dollars américains en 2016 (15,48 % du PIB courant). L'amélioration du solde du compte courant en 2016 par rapport à 2015 est liée à la fois à un rétrécissement des déficits de la balance commerciale (de -1286,1 millions de dollars américains à -1040,7 millions de dollars américains), de la balance des services (de -754,9 millions de dollars américains à -473,4 millions de dollars américains) et du revenu net des facteurs (de -394 millions de dollars américains à -252,7 millions de dollars américains).



Investissements directs étrangers

Le solde du compte financier reste positif entre 2013 et 2016. Toutefois, par rapport à 2015, ce solde est en repli de 8,2 % (993,4 millions de dollars américains en 2016 contre 1,0816 milliard en 2015). Ce repli du solde du compte financier est principalement lié à la régression des flux nets d'investissements direct étrangers.



Dynamique démographique

La population totale était estimée à 4 millions en 2014. Par rapport à la période intercensitaire 1974-1984, le taux de croissance démographique annuel a connu une régression de 1 point de pourcentage entre 1984 et 2008 (3,1 % contre 2,1 %) et s'est stabilisé jusqu'en 2014. La population est essentiellement jeune (la tranche d'âge des 0-14 ans représentant 44,6 % de la population, tandis que les personnes âgées de 65 ans et plus ne représentant que 2,6 % de la population) et le pays éprouve des difficultés à opérer sa transition démographique. Entre 2008 et 2014, en effet, le taux de dépendance démographique est passé de 83 personnes à charge pour 100 actifs à 90 personnes à charge pour 100 actifs.



Pauvreté

L'incidence de la pauvreté au Libéria était estimée à 54,1 % en 2014 (70 % en milieu rural contre 43,3 % en milieu urbain). La pauvreté semble être étroitement liée au niveau d'éducation des populations. Alors que 69,3 % des individus non instruits sont touchés par la pauvreté, seulement 23,6 % de ceux qui possèdent un niveau d'éducation postsecondaire en sont affectés. Elle semble également être localisée dans le secteur agricole.



Emploi

L'enquête sur les revenus et les dépenses des ménages de 2014 estime le taux de chômage à 2,8 % (4,5 % en milieu urbain contre 0,8 % en milieu rural). Le secteur informel offre la plus grande proportion des emplois (67,9 %), qui demeurent majoritairement vulnérables (on compterait 74,1 % d'emplois vulnérables au niveau national).



Santé

Le système de santé reste fragile bien que l'accès de la population libérienne aux soins de santé se soit globalement amélioré depuis les troubles civils qui ont secoué le pays. L'examen des indicateurs de santé suggère que la situation sanitaire globale des enfants s'est améliorée. Les taux de mortalité néonatale, infantile et des enfants de moins de 5 ans sont respectivement passés de 68 ‰ à 26 ‰, 144 ‰ à 54 ‰ et 222 ‰ à 94 ‰ entre 1986 et 2013. La situation sanitaire des femmes s'est toutefois dégradée sur la période considérée. Le taux de mortalité maternelle est passé de 260 cas de décès pour 100 000 naissances vivantes à 1 072 cas pour 100 000 naissances vivantes entre 1986 et 2013.



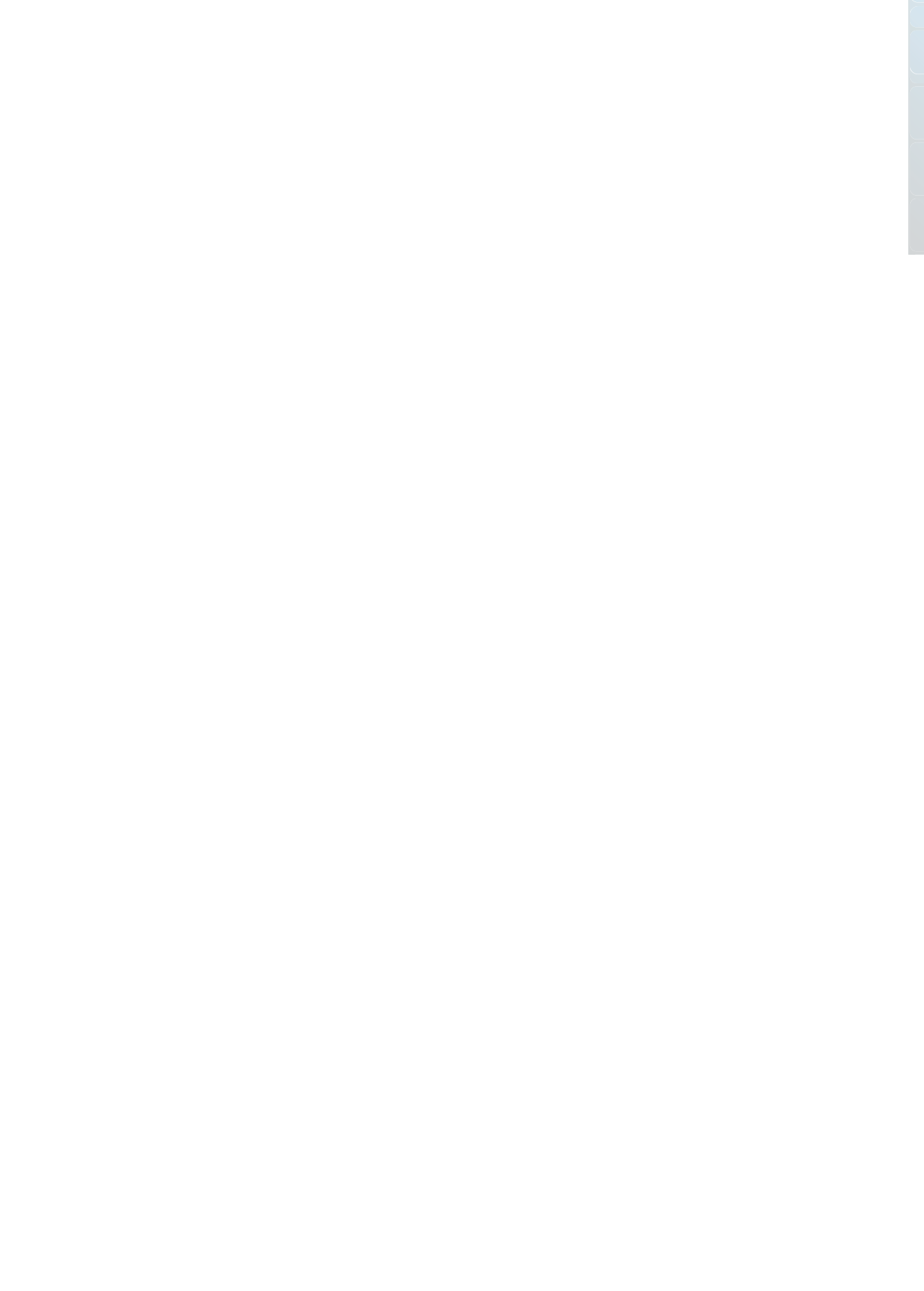
Éducation

L'exécution en cours du Plan du secteur de l'éducation (2010-2020) a permis de réaliser des progrès considérables dans le sens de la scolarisation universelle pour tous les niveaux d'éducation. Les taux nets de scolarisation dans le primaire et dans le secondaire sont passés respectivement de 20 % à 48 % et de 9 % à 26 % entre 2013 et 2016. Le taux d'alphabétisation des 15 à 24 ans s'est également amélioré de 2 points de pourcentage entre 2010 et 2014 (passant de 79 % à 81 %). Mais d'une manière générale, le système éducatif libérien reste confronté à diverses contraintes concernant l'accès à l'éducation (à la fois du côté de l'offre et de la demande) et la qualité de l'enseignement dispensé.



Genre

Les femmes ont le même accès que les hommes à l'éducation secondaire et aux emplois non agricoles. Elles ne sont pas plus exposées que ces derniers au VIH/SIDA et ont même une espérance de vie plus longue. Il ne semble pas non plus exister de discrimination entre les filles et les garçons de moins de 5 ans s'agissant de l'accès à la santé, et les filles semblent avoir une avance sur les garçons en termes de nutrition. Par contre, les femmes restent plus désavantagées que les hommes sur le plan du développement humain (avec un indice de 0,387 contre 0,466 en 2015), de l'accès aux moyens de production, du niveau d'alphabétisation (chez les jeunes), de l'implication sur le marché du travail et de la représentativité dans les instances de décision politiques (représentation au parlement, postes ministériels et cabinets).



Vue d'ensemble

En dépit des performances économiques remarquables réalisées entre 2006 et 2013 (avec des taux de croissance moyens de 7 % enregistrés sur la période), l'économie libérienne reste une économie faiblement diversifiée et vulnérable aux chocs extérieurs. L'essentiel de ses recettes d'exportation est généré par deux principaux produits de base qui sont le minerai de fer et le caoutchouc, représentant à eux seuls près de 75 % de la valeur totale des recettes d'exportation. Depuis 2014, l'activité économique du pays connaît un ralentissement lié, d'une part, au choc négatif consécutif à l'épidémie d'Ébola sur les investissements dans le secteur des concessions et, d'autre part, à la chute des cours mondiaux de ses principaux produits miniers d'exportation, notamment le minerai de fer dont les cours ont décliné de 43 % entre 2014 et 2015 puis de 42 % entre 2015 et 2016 (CBL, 2016). En 2016, le taux de croissance du Libéria a été négatif (-0,5 %).

Avec l'éloignement du spectre de la maladie à virus Ébola, la reprise des investissements dans le secteur privé et l'accroissement des exportations d'or, le taux de croissance économique du Libéria devrait se situer à environ 2,6 % en 2017. Il devrait continuer d'augmenter en 2018 et en 2019 avec l'expansion de la production des principales matières premières d'exportation (caoutchouc, minerais de fer, or, etc.) et la consolidation des acquis du pays en matière de stabilité politique et sociale, qui devraient se renforcer à la suite de l'élection présidentielle de 2017.

Grâce à une bonne gestion économique, le pays a réussi à réduire à l'année fiscale 2015/2016 son déficit budgétaire par rapport à l'année fiscale 2015/2014 (4,2 % contre 9,8 % l'année précédente). Celui-ci devrait toutefois se creuser en 2016/2017 en raison de la croissance économique modérée de 2017 et des dépenses liées à la tenue récente des élections présidentielles. La dette publique reste relativement soutenable, s'établissant à 37,2 % du PIB.

Le secteur primaire, en particulier le secteur agricole, est celui qui contribue le plus à la création d'emplois au niveau national (environ 47 %). Il est aussi, toutefois, celui qui concentre la proportion la plus importante de pauvres. Bien que faiblement mécanisé, il offre des perspectives intéressantes au pays pour accélérer la diversification de sa base économique. Il est le pilier sur lequel les autorités ambitionnent de s'appuyer pour

développer des chaînes de valeur agro-industrielles et générer une croissance économique qui bénéficie à l'ensemble des couches sociales (LATA, 2012-2017)¹.

Par ailleurs, le niveau modéré d'endettement public laisse au pays une marge de manœuvre importante pour réaliser les investissements structurants nécessaires au développement de son agro-industrie. Son appartenance à la CEDEAO lui ouvre de même des perspectives de marché intéressantes pour lui permettre de capitaliser ses avantages comparatifs.

Cependant, le développement des chaînes de valeur agro-industrielles du Libéria passe par l'attrait des investissements privés (nationaux et étrangers) nécessaires dans ce secteur. Pour cela, le pays devra améliorer son environnement des affaires ainsi que sa gouvernance publique, qui restent pour l'instant pénalisés par plusieurs formes de carences (insuffisance des infrastructures, droits de propriétés mal garantis, mauvaise qualité des services administratifs, notamment).

Le pays devra aussi œuvrer au développement de ressources humaines aptes à répondre aux objectifs de développement qu'il s'est fixés en réalisant des avancées plus importantes en matière de santé et d'éducation. Si des progrès notables ont été en effet réalisés s'agissant de la situation globale des enfants, des efforts plus importants restent à accomplir s'agissant de la mortalité maternelle (au regard des cibles prescrites dans le cadre des ODD) et de la capacité du système de santé national à faire face aux chocs sanitaires². Le système éducatif reste, par ailleurs, sujet à divers types de contraintes (concernant notamment l'accès à la formation et la qualité de l'enseignement) qui méritent d'être résolus.

¹ Le taux de pauvreté est de 54,1 % au niveau national (70 % en milieu rural).

² Le taux de mortalité maternel était estimé en 2013 à 1 072 cas de mortalité pour 100 000 naissances vivantes, contre une cible de 70 cas de mortalité pour 100 000 naissances vivantes recommandée d'ici à 2030 dans le cadre des Objectifs de développement durable. La fragilité du système sanitaire du Libéria a été mise à nu par l'épidémie d'Ébola qui a affecté le pays au premier trimestre de l'an 2014.

Contexte national et sous-régional

Le Libéria poursuit les réformes de son Agenda de Transformation (AFT, 2012-2030) depuis la tenue des élections présidentielles de 2005 et la mise en œuvre de sa Stratégie de réduction de la pauvreté (PRS, 2008-2011) dans un climat politique et social relativement stable³. Celui-ci devrait se consolider dans les années à venir au vu de la transition démocratique et pacifique intervenue fin 2017, qui a porté Georges Weah à la tête du pays⁴. Au plan économique, en revanche, les activités se sont déroulées en 2016 dans un contexte assez trouble, marqué par le ralentissement de la croissance mondiale. Celle-ci s'est établie à 2,2 % en 2016 contre 2,5 % l'année précédente. Cette évolution morose de la croissance mondiale est principalement imputable à la reprise économique timide enregistrée par les économies émergentes telles que la Chine, qui reste une destination privilégiée pour les exportations libériennes, et au ralentissement de la croissance en Afrique à partir de 2014.

S'agissant du continent africain, la croissance économique vigoureuse observée sur la période 2001-2014 (5 % en moyenne) commence à s'essouffler. En 2016, la croissance du PIB réel de l'Afrique était estimée à 1,7 % contre 3,2 % en 2015 (avec toutefois des disparités selon les régions)⁵. Ce fléchissement de la croissance du PIB réel de l'Afrique a été alimenté par la récession enregistrée par certains géants du continent tels que l'Afrique du Sud ou le Nigéria, qui a vu chuter de manière considérable les cours de ses principaux produits d'exportation à partir de 2013. À ces causes, il faudrait ajouter les effets du printemps arabe sur certaines économies telles que la Tunisie, l'Égypte et la Libye ainsi que la sécheresse vécue par nombre de pays africains.

³ Quatre (4) piliers fondamentaux ont guidé la Stratégie de réduction de la pauvreté (paix et sécurité, revitalisation économique, gouvernance et état de droit, développement des infrastructures et restauration des services sociaux de base). S'agissant de la paix et de la sécurité, le pays bénéficie toujours de l'appui de la Mission des Nations Unies au Libéria (MINUL), dont le mandat vient à expiration en mars 2018.

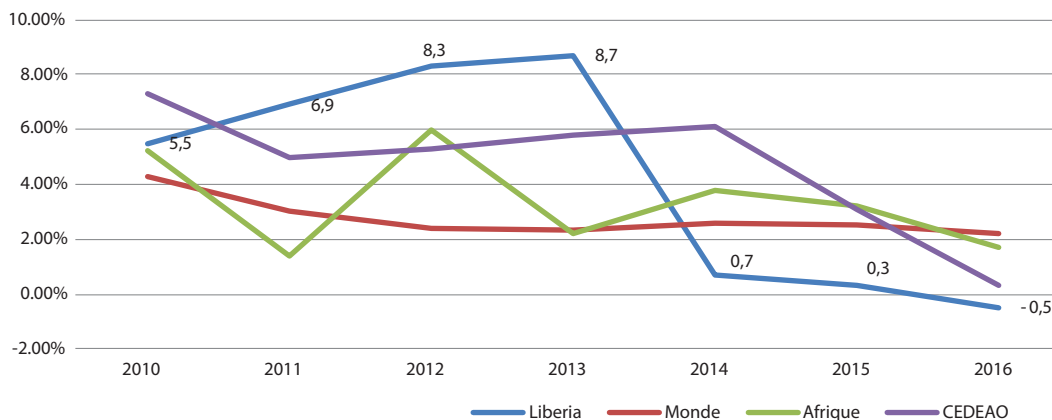
⁴ Quatre (4) piliers fondamentaux ont guidé la Stratégie de réduction de la pauvreté (paix et sécurité, revitalisation économique, gouvernance et état de droit, développement des infrastructures et restauration des services sociaux de base). S'agissant de la paix et de la sécurité, le pays bénéficie toujours de l'appui de la MINUL, dont le mandat vient à expiration en mars 2018.

⁵ Comme en 2015, l'Afrique de l'Est conserve sa position dominante avec une croissance de son PIB réel estimée à 5,5 %, cependant en recul par rapport à l'année précédente (6,6 %). L'Afrique du Nord arrive en seconde position avec un taux de croissance réel estimé à 2,6 %. L'Afrique centrale-australe est en troisième position (avec un taux de croissance de 2,4 %), tandis que l'Afrique australe et l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ferment la marche avec des taux de croissance respectifs de leurs PIB réels de 1 % et 0,3 %.

Etant une économie extravertie, l'évolution de la conjoncture mondiale ne reste pas sans conséquence sur les performances économiques du Libéria⁶. Ainsi, à l'image de la tendance globalement observée dans le monde et dans la région Ouest-africaine en particulier (CEDEAO), la croissance économique du Libéria connaît également un ralentissement. Après avoir enchaîné des taux de croissance de son PIB réel supérieurs à 7 % en moyenne sur la période 2006-2013, le pays a vu brusquement chuter son taux de croissance d'une valeur maximale de 8,7 % en 2013 à 0,7 % en 2014, puis à 0,3 % en 2015. En 2016, le taux de croissance économique du Libéria a encore régressé pour s'établir à -0,5 %. Le ralentissement de la croissance économique observé au Libéria à partir de 2014 (0,7 %) a, au-delà des difficultés conjoncturelles usuelles – baisse des cours des principales matières premières exportées (minerais de fer, diamants, or, etc.) – été entretenu par la crise de l'Ébola survenue en 2014, qui a entraîné de nombreuses pertes en vie humaines (près de 4 000 décès au total dans le pays), alimenté des craintes chez les investisseurs étrangers, suscité une compression des investissements privés et entravé la mise en œuvre adéquate des réformes de son Agenda de Transformation (AFT)⁷.

Pour inverser la tendance, le Libéria s'est doté en 2015 d'un Plan de stabilisation et de restauration économique (ESRP) qui cible des interventions stratégiques visant à stimuler une reprise sociale et économique rapide et à accroître la résilience de l'économie aux chocs futurs. S'agissant des réformes entreprises dans le cadre de l'Agenda de Transformation, le Libéria a identifié, à l'issue de la mise en place de sa Stratégie de réduction de la pauvreté et après de

Figure 1 : Évolution des taux de croissance du PIB réel au Libéria, dans le monde, en Afrique et dans la CEDEAO



Source : CEA à partir des données du Ministère du commerce et des finances, de l'AMAO, de la CEDEAO et du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU.

⁶ La part du commerce total du Libéria en pourcentage du PIB sur la période 2014-2016 est évaluée à 53,6 % au Libéria contre 32,4 % au Bénin, 29,5 % au Burkina Faso, 36,5 % en Côte d'Ivoire, 21,4 % au Kenya et 12,8 % au Nigéria (WTO, 2017).

⁷ <https://www.cdc.gov/vhf/ebola/outbreaks/2014-west-africa/case-counts.html>

larges consultations réalisées dans le pays, un ensemble de facteurs qui ne lui permettaient pas d'exploiter de façon optimale son potentiel de croissance. D'une manière générale, les facteurs bloquants identifiés concernent l'insuffisance et/ou le mauvais état de l'essentiel des infrastructures physiques (routes, électricité, Internet, etc.), qui réduisent la compétitivité des secteurs potentiellement attractifs et porteurs de croissance ; le faible niveau d'intermédiation financière qui se pose comme une contrainte majeure au financement et au développement de l'agriculture et des activités de transformation ; le niveau élevé des risques microéconomiques (mauvaises politiques foncières, droits de propriété mal garantis, etc.), le faible niveau de développement humain, et les coûts élevés d'administration et de régulation.

L'assainissement du cadre macroéconomique au Libéria a été essentiellement initié, en 2016, dans le cadre de la mise en œuvre de mesures visant à garantir une inflation modérée et une stabilisation de la monnaie libérienne par rapport au dollar américain.

Comme en 2015, le pays ne parvient pas à situer son ratio « déficit budgétaire/PIB nominal » dans la fourchette recommandée dans le cadre des critères de convergence macroéconomique de la CEDEAO mais arrive cependant à satisfaire aux exigences de la Communauté s'agissant du niveau de ses réserves brutes en mois d'importations détenues par la Banque centrale et du taux de change nominal.

Tableau 1 : État des critères de convergence macroéconomique 2013-2016

Critères	Normes CEDEAO	2013	2014	2015	2016
Premier rang					
Ratio du déficit budgétaire, dons compris/PIB nominal	☐ 3 %	0,3 %*	1,9 %*	9,8 %	4,2 %
Taux d'inflation en moyenne annuelle	☐ 10 %	7,6 %*	9,9 %*	7,8 %*	8,8 %*
Financement du déficit budgétaire par la banque centrale/les recettes fiscales de l'année précédente	☐ 10 %	0 %*	0 %*	0 %*	0 %*
Réserves brutes en mois d'importations	☐ 3	3,1*	2,5	2,3	3,3*
Second rang					
Ratio dette publique/PIB nominal	☐ 70 %	30,5 %*	37,9 %*	32 %*	37,2 %*
Taux de change nominal (stable)	± 10	-4,1 %*	-9,0 %*	-12 %	-8,4 %*
Nombre de critères satisfaits		6	5	3	5

Source : CEA à partir des données de la CBL, du FMI (Article IV) et de l'AMAO.

(*) critères satisfaits

Au-delà des CER et unions auxquelles il appartient (CEDEAO, CEN-SAD, UA, Mano-River-Union), le Libéria a conclu des accords bilatéraux et multilatéraux avec plusieurs autres pays tels que les États-Unis (AGOA, TIFA) et l'Union Européenne (Accord de partenariat volontaire).

Encadré 1 : Indice d'intégration régionale en Afrique : Libéria

L'indice d'intégration régionale en Afrique vise à déterminer dans quelle mesure chaque pays africain respecte les engagements pris dans le cadre des mécanismes d'intégration panafricaine tels que l'Agenda 2063 et le Traité d'Abuja. Il s'agit d'un projet élaboré conjointement par la Banque africaine de développement, la Commission de l'Union africaine et la Commission économique pour l'Afrique. L'indice couvre les dimensions suivantes : i) la libre circulation des personnes ; ii) l'intégration commerciale ; iii) l'intégration productive (développement de chaînes de valeurs régionales) ; iv) les infrastructures ; et v) l'intégration financière et la convergence des politiques macroéconomiques. La section ci-dessous rend compte des indicateurs retenus par l'Indice. Une description technique de cet indice se trouve sur le site de la CEA via le lien www.uneca.org

Performance globale :

21e au niveau de la CEN-SAD (score : 0,31) et 14e au niveau de la CEDEAO (score : 0,36). Le pays le plus performant à la fois dans la CEN-SAD (score : 0,65) et dans la CEDEAO (score : 0,66) est la Côte d'Ivoire.

Libre circulation des personnes	Intégration commerciale	Intégration de la production	Infrastructures	Intégration financière et convergence des politiques macroéconomiques.
13e au niveau de la CEN-SAD (score : 0,65). La meilleure performance au niveau de la CEN-SAD revient à la Côte d'Ivoire (score : 0,80). Score égal pour tous les pays membres de la CEDEAO (0,80).	28e au niveau de la CEN-SAD (score : 0,001). La meilleure performance au niveau de la CEN-SAD revient à la Côte d'Ivoire (score : 0,96). 15e au niveau de la CEDEAO (score : 0). Le pays le plus performant au sein de la CEDEAO est le Nigéria (score : 1).	11e au niveau de la CEN-SAD (score : 0,29). La meilleure performance au niveau de la CENSAD revient au Kenya (score : 0,75). 5e au niveau de la CEDEAO (score : 0,38). Le pays le plus performant au niveau de la CEDEAO est la Gambie (score : 0,52).	19e au niveau de la CEN-SAD (score : 0,23). La meilleure performance au sein de la CEN-SAD revient au Maroc (score : 0,60). 10e au niveau de la CEDEAO (score : 0,32). Le pays le plus performant au sein de la CEDEAO est le Cabo Verde (score : 0,63).	19e au niveau de la CEN-SAD (score : 0,36) et 11e au niveau de la CEDEAO (score : 0,28). La meilleure performance à la fois au niveau de la CEN-SAD et de la CEDEAO est le Niger (score : 1).

Le Libéria est membre de la CEN-SAD et de la CEDEAO. Il est peu performant dans ces deux CER au regard de son score global d'intégration. Celui-ci est calculé à partir des performances réalisées par le pays dans les cinq dimensions de l'Indice de l'intégration régionale en Afrique.

Libre circulation des personnes : Le Libéria est parmi les pays les plus performants. Il se classe au 13e rang au niveau de la CEN-SAD (score : 0,65) et partage le même score que tous les autres membres de la CEDEAO (score : 0,80). Le Libéria a ratifié le protocole de libre circulation des personnes au niveau de la CEN-SAD et de la CEDEAO, ce qui permet aux ressortissants de 15 pays (dont 12 sont membres de la CEN-SAD et de la CEDEAO et un, la Mauritanie, membre de la CEN-SAD) d'y entrer sans visa.

Intégration commerciale : Le Libéria est parmi les moins performants à la fois au niveau de la CEN-SAD (28e rang avec un score de 0,001) que de la CEDEAO (15e rang avec un score de 0). Cette dimension intègre le niveau moyen de droits de douane appliqué, le commerce intrarégional (à la fois les importations et les exportations en pourcentage du PIB) et la part du commerce intrarégional de biens. Le Libéria enregistre des résultats modérément faibles en termes d'importations intrarégionales en pourcentage du PIB (0,35 %) et d'exportations intrarégionales en pourcentage du PIB au sein de la CEDEAO (0,25 %). En ce qui concerne le commerce intrarégional total (en % du commerce intrarégional total), le Libéria est parmi les moins performants à la fois au niveau de la CEN-SAD (0,03 %) que de la CEDEAO (0,04 %).

Intégration productive : Le Libéria affiche une performance moyenne au niveau de la CEN-SAD (11e rang avec un score de 0,29) alors qu'il est parmi les meilleurs au niveau de la CEDEAO (5e avec un score de 0,38). Cette dimension capture les chaînes de valeur de la production mesurées en part du commerce intrarégional (import et export) dans les biens intermédiaires et la spécialisation du commerce intrarégional mesurée par l'indice de complémentarité du commerce des marchandises de la CNUCED. L'indice de complémentarité du Libéria, qui prend des valeurs de 0,1 et 0,08 respectivement au sein de la CEN-SAD et de la CEDEAO, indique que le pays est relativement peu performant par rapport aux autres pays de ces communautés. Il suggère que la structure commerciale du Libéria est faiblement complémentaire de celle des autres membres des communautés.

Infrastructures : Le Libéria fait partie des pays les moins performants à la fois au niveau de la CEN-SAD (19e rang avec un score de 0,23) et de la CEDEAO (10e avec un score de 0,32). Cette mauvaise performance est principalement attribuée au mauvais état des infrastructures, bien que le Libéria affiche une performance modérée au sein de ces CER en termes de frais d'itinérance (coût moyen de 0,55 dollar américain par minute). S'agissant de l'Indice de développement des infrastructures en Afrique (dont le score est compris entre 0 et 100), le Libéria enregistre un score relativement faible de 11,59 sur la période 2010-2012 comparé aux autres pays de la CEN-SAD et de la CEDEAO.

Intégration financière et politique macroéconomique : Le Libéria est bien peu performant au niveau de la CEN-SAD (classé 19e avec un score de 0,36) comme de la CEDEAO (classé 11e avec un score de 0,28). Cette faible performance est attribuable à son niveau d'inflation relativement élevé (7,55 %) au cours de la période 2010-2013 et à la non-convertibilité de la monnaie du pays au sein des CER.

En conclusion, la faible performance du Libéria pour l'Indice global d'intégration pourrait s'expliquer en partie par sa faible performance dans les dimensions intégration financière et convergence macroéconomique, et intégration des infrastructures et du commerce. En conséquence, le pays doit redoubler d'efforts pour réduire l'inflation, promouvoir l'investissement dans les infrastructures régionales et soutenir le commerce intrarégional.

Source : CEA (2017)

En termes d'opportunités économiques, le Libéria est un pays riche en ressources naturelles. Il dispose d'importants gisements de minerai de fer et d'autres types de minéraux. Depuis 2006, le pays a amélioré son cadre de gouvernance s'agissant de la gestion des ressources naturelles. Il a déjà signé pour le secteur minier plusieurs accords qui devraient aboutir à des investissements de plus de 10 milliards de dollars américains (AFT, 2012-2030). Des activités de prospection pétrolière sur les rives du Libéria sont également en cours. Par ailleurs, le pays regorge d'excellentes potentialités agricoles mais se classe parmi les pays africains qui détiennent les rendements agricoles les plus bas et qui utilisent le moins intensivement les terres disponibles (AFT, 2012-2030 ; FAO, 2016). Ce qui suggère que les agriculteurs disposent d'importantes marges de manœuvre pour améliorer leur productivité et tirer parti de l'augmentation de la demande mondiale de produits alimentaires, qui devrait progresser de 50 % d'ici à 2050 selon les estimations de la FAO, et surtout de la taille du marché que lui confère son appartenance à la CEDEAO. Des investissements bien gérés dans ces domaines peuvent propulser la croissance du Libéria et financer la diversification et le développement dans d'autres secteurs de l'économie.

3

Performances économiques

3.1. Croissance économique

Le PIB réel du Libéria est principalement alimenté par le secteur des services dont la taille ne cesse de croître depuis 2009. Il représente un peu plus de 45 % de son volume en moyenne sur la période 2014-2016. En 2016, la contribution de ce secteur à la formation du PIB réel a été de 48,5 % contre 35,9 % et 15,6 % respectivement pour les secteurs primaire et secondaire (CBL, 2016).

En termes de dynamisme, le secteur des services est celui qui a connu la croissance la plus forte entre 2015 et 2016 (3,9 %). Toutefois, celle-ci s'est quelque peu essoufflée par rapport à celle enregistrée en 2015 (4,3 %) probablement en raison des difficultés enregistrées par le secteur secondaire⁸. S'agissant de ces difficultés, la chute du cours des principaux produits miniers exportés par le Libéria, la crise de l'Ébola survenue en mars 2014, ainsi que les mauvaises incitations qu'elles ont produites sur le niveau des investissements réalisés dans le sous-secteur minier (rapatriement des capitaux étrangers) ont entretenu la contraction du secteur secondaire en 2016 (16,5 %). Le secteur primaire a connu une croissance modérée en 2016 (2,2 %), toutefois en hausse par rapport à 2015 (1,1 %).

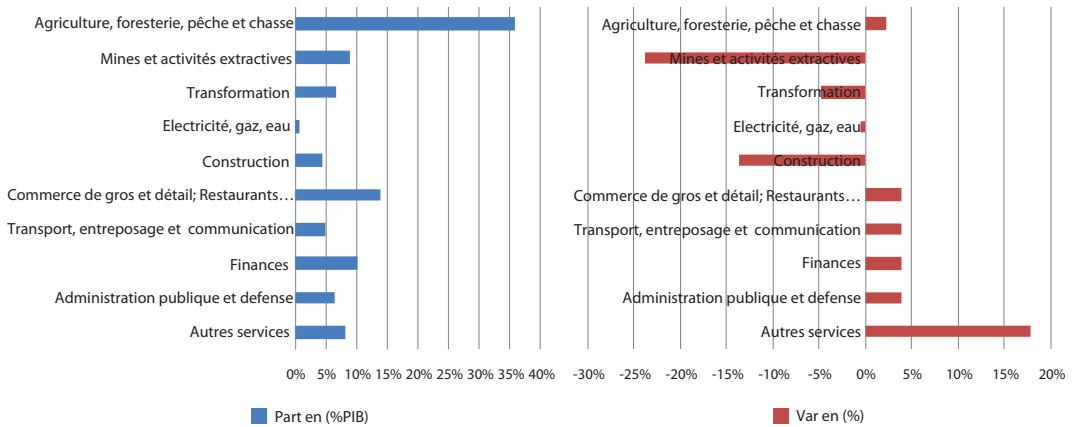
Tableau 2 : Évolution de la production des principaux produits miniers du Libéria

	2013	2014	2015	2016 (p)
Or (once)	18 868	19 938	9 466	5 536
Diamant (carat)	47 819	74 882	65 996	62 827
Minerai de fer (tonne métrique)	4 948 095	4 921 391	4 529 531	1 522 076

Source : CBL, 2015 et 2016 (p) chiffres provisoires

⁸ Le secteur tertiaire est généralement perçu comme un secteur complémentaire des secteurs primaire et secondaire.

Figure 2 : Contributions sectorielles au PIB en 2016 et variations annuelles des valeurs ajoutées sectorielles par rapport à 2015 (en pourcentage)



Source : Estimations de la CEA sur la base des informations de la CBL et de la BAD.

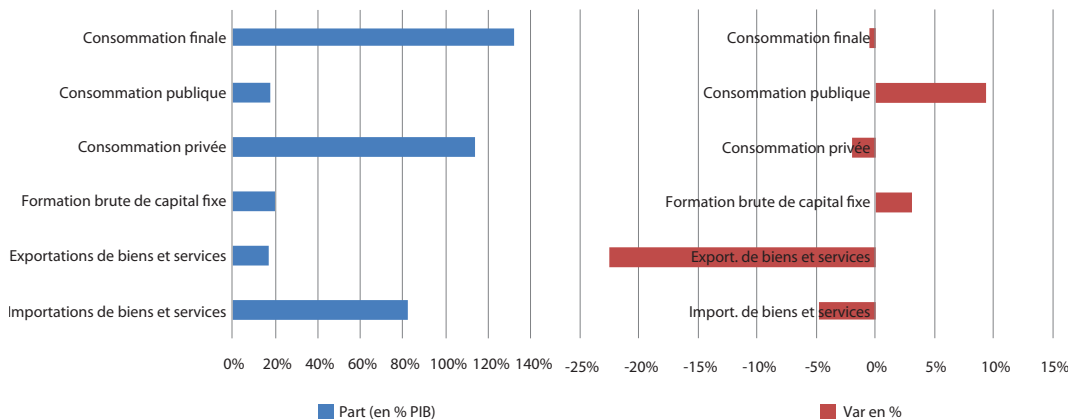
Les performances du secteur tertiaire sont principalement entretenues par les branches « commerce, hôtellerie et restauration » et « finances ». En 2016, les branches « commerce, hôtellerie et restauration » représentaient à peu près 32 % du produit total du secteur des services. La branche « finances » comptait quant à elle pour 23,3 % de ce produit. Les branches « administration publique et défense » et « transports et entreposage » équivalaient respectivement à 14,9 % et 11,1 % du produit total de ce secteur.

Le secteur primaire est celui qui offre la plus grande part des emplois au niveau national (environ 47 % des emplois contre à peu près 44 % dans le secteur des services (MFDP, 2015, p. 24) bien que sa contribution à la création de richesse soit relativement plus faible que celle des services. Les principales productions du secteur primaire sont le caoutchouc, le cacao, le café, les grumes de bois, le bois scié et l'huile de palme brute, s'agissant des produits d'exportation, ainsi que le riz, le manioc et les cultures maraîchères essentiellement cultivés pour la satisfaction des besoins nationaux. En 2016, le produit du sous-secteur « foresterie » représentait 27,4 % du produit total du secteur primaire tandis que le sous-secteur « agriculture et pêche » comptait pour 72,6 % du produit total de ce secteur. La croissance enregistrée par le secteur primaire en 2016 a été principalement tirée par l'agriculture et la pêche et s'est établie à 6,4 %, alors que le sous-secteur de la foresterie a reculé de 7,6 %.

La forte contribution de l'agriculture libérienne à la création d'emplois renseigne sur son faible niveau de mécanisation. La productivité agricole au Libéria est en effet l'une des plus faibles d'Afrique sub-saharienne (AfT, 2012-2030). Ce qui aiguise la compréhension sur le fait que le Libéria n'est toujours pas autosuffisant sur le plan alimentaire, malgré les atouts agricoles excellents dont il dispose (bonnes conditions pédoclimatiques)⁹. En 2016, ses importations de

⁹ Voir l'analyse thématique.

Figure 3 : Parts relatives des agrégats de la demande et des importations par rapport au PIB et variations annuelles des agrégats de la demande et des importations par rapport à 2015 (en pourcentage)



Source : Estimations de la CEA à partir des données de la Division de statistique de l'ONU et de la Banque mondiale (indicateurs du développement dans le monde).

riz se sont élevées à 104,6 millions de dollars américains, soit à peu près 5 % de la valeur du PIB courant de 2016 ou encore 8,6 % de la valeur totale des importations de cette même année¹⁰.

S'agissant de la demande globale, l'année 2016 a été marquée par une diminution de la consommation finale, des exportations et des importations de biens et services de 0,6 %, 22,5 % et 4,8 % respectivement, par rapport à 2015. La formation brute de capital fixe s'est au contraire améliorée de 3,1 % par rapport à 2015 du fait d'une reprise des investissements réalisés par le secteur privé (Banque mondiale, 2016)¹¹.

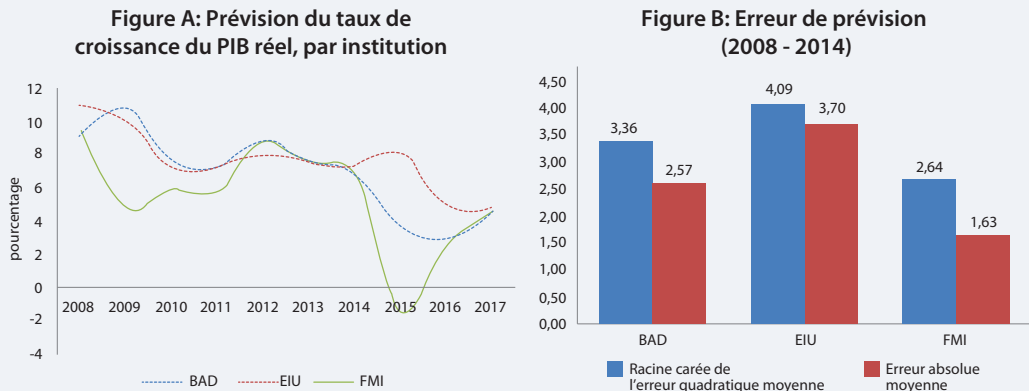
Encadré 2 : Analyse comparative des prévisions pour le Libéria

Les prévisions économiques sont un outil essentiel pour l'aide à la prise de décisions dans les secteurs public et privé. Ces prévisions sont effectuées aussi bien par des structures nationales que par des organisations internationales. Parmi ces dernières, citons la Banque africaine de développement (BAD), l'Economist Intelligence Unit (EIU), le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale, notamment. Les prévisions du taux de croissance du Libéria réalisées par les trois premières organisations sur la période 2008-2017 se situent dans une marge de 2 points de pourcentage, à l'exception des années 2009, 2015 et 2016 (figure A). En 2009, la BAD et l'EIU prévoyaient des taux de croissance respectifs de 10,8 % et 10 %, alors que le FMI prévoyait un taux de croissance de 4,87 %. En 2015, alors que les prévisions de l'EIU étaient très optimistes (8,2 %), la BAD prévoyait un taux de croissance modéré de 3,8 % et le FMI une contraction de l'économie libérienne de -1,39 %. En 2016, la BAD et le FMI faisaient des prévisions des taux de croissance assez proches (2,8 % et 2,5 % respectivement), alors que l'EIU entrevoyait un taux de croissance près de deux fois plus élevé (5 %). En moyenne, l'EIU a produit les prévisions les plus optimistes pour la période 2008-2017. En termes de perspectives pour l'année 2017, la prévision du taux de croissance la moins optimiste est celle de la BAD (4,4 % contre 4,7 % pour l'EIU et le FMI).

¹⁰ La valeur totale des importations en 2016 a été de 1 187,4 millions de dollars américains (CBL, 2016).

¹¹ World Development Indicators (2016).

La fiabilité des prévisions étant essentielle pour permettre la prise de décisions en connaissance de cause, la CEA réalise des évaluations du degré de précision des prévisions réalisées par ces organisations internationales. L'analyse est basée sur des mesures relatives à la racine carrée de l'erreur quadratique moyenne et de l'erreur absolue moyenne. Généralement, plus ces mesures sont élevées sur la période, moins les prévisions opérées sont fiables. Ainsi, sur la période considérée, le FMI est l'institution qui a réalisé les prévisions les plus fiables du taux de croissance de l'économie libérienne, tandis que l'EIU est l'institution qui a réalisé les prévisions les moins fiables pour cet indicateur (figure B).



Source : CEA (2017)

3.2. Politique budgétaire

Le déficit budgétaire s'est rétréci entre les années fiscales 2014/15 et 2015/16 (4,2 % contre 9,8 %) mais reste toujours supérieur à la norme communautaire de 3 %. La réduction du déficit budgétaire en 2015/16 est imputable à l'effet conjoint d'une amélioration de la collecte des recettes fiscales par rapport à l'année fiscale 2014/15 (malgré les difficultés posées pour le budget de l'État de la baisse d'activité dans le secteur des concessions) et d'une réduction des dépenses de fonctionnement de l'État¹². Les perspectives pour l'année fiscale 2016/17 ne sont cependant guère intéressantes. Un creusement du déficit (de l'ordre de 7,6 % du PIB) est en effet prévu en raison d'une croissance économique modérée en 2017 et du processus électoral qui vient de s'achever.

En 2015/16, les recettes fiscales et les dons représentaient 31,4 % de la valeur du PIB (contre 32,4 % pour l'année fiscale 2014/15), soit environ 659,7 millions de dollars américains. Le taux de pression fiscale s'est établi pour cette même année 2015/16 à 19,4 % du PIB contre 18,5 % pour l'année fiscale 2014/15. Les dépenses totales se sont quant à elles chiffrées à 35,6 % du PIB, en recul de 6,6 points de pourcentage par rapport à l'année fiscale 2014/15. Les dépenses de

¹² Les performances enregistrées par le Libéria en matière de recouvrement des ressources fiscales (malgré la crise de l'Ébola et le tassement des activités dans le secteur des concessions) résultent de la mise en œuvre de réformes judiciaires dans le secteur des finances publiques. La plus importante est certainement celle qui a consacré la fusion du Ministère des finances et du Ministère du plan et du développement en une entité unique et l'opérationnalisation de la LRA à partir de 2014.

Tableau 3 : Tableau des opérations financières de l'État (en pourcentage du PIB courant)

	2012/13	2013/14	2014/15	2015/16
Recettes totales et dons	31,2	27,4	32,4	31,4
Recettes fiscales	19,9	19,2	18,5	19,4
Dons	3,7	3,9	10,0	9,6
Dépenses totales et prêts nets	31,5	29,3	42,2	35,6
Dépenses courantes	26,6	24,3	32,4	27,8
Dépenses de fonctionnement	26,3	24,1	31,9	27,3
Intérêts	0,3	0,2	0,5	0,5
Dépenses d'investissements	4,9	5,0	9,8	7,8
Solde global	-0,3	-1,9	-9,8	-4,2
Solde primaire	0	-1,7	-9,3	-3,7

Source : calculs de la CEA à partir des données du FMI (Article IV).

fonctionnement ont constitué la part la plus importante des dépenses budgétaires en 2015/16 (27,3 % du PIB). Toutefois, leur part dans le PIB est en net recul par rapport à l'année fiscale précédente (31,9 % du PIB).

La dette publique du Libéria est restée relativement soutenable malgré l'accroissement enregistré dans son stock. Celui-ci s'est accru de 19,4 % par rapport à 2015, le portant à un niveau de 37,2 % du PIB en 2016 contre 32 % en 2015. La part de la dette extérieure dans le stock total de la dette s'est accrue de 6,7 % en 2016 par rapport à 2015. Elle représente 65,4 % du stock total de la dette en 2016 (AMAO, 2016).

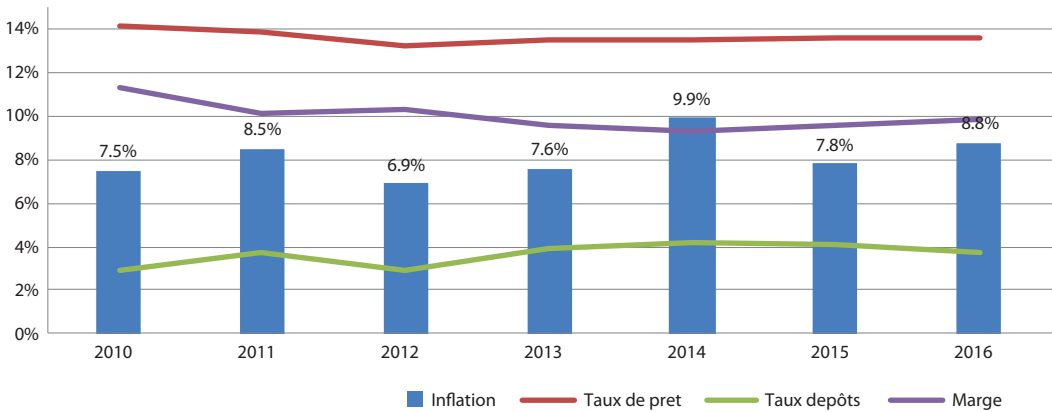
3.3. Politique monétaire

La politique monétaire de la Banque centrale vise l'objectif d'une stabilisation du taux de change et d'une inflation modérée. En 2016, le taux d'inflation était en recul par rapport à 2014 (8,8 %) mais en hausse comparé à son niveau de 2015 (7,8 %). La hausse du taux d'inflation entre 2015 et 2016 était principalement liée à la perte de pouvoir d'achat du dollar libérien, qui a subi une dépréciation par rapport au dollar américain du fait de la chute des exportations libériennes. Entre décembre 2013 et décembre 2016, le dollar libérien a perdu plus de 20 % (21,8 %) de sa valeur par rapport au dollar américain¹³. Bien que l'inflation ait légèrement augmenté entre 2015 et 2016, la gestion prudente des liquidités par la Banque centrale, les cours internationaux favorables du pétrole ainsi que l'émission par le gouvernement de bons du trésor sur le marché bancaire ont permis d'éviter un taux moyen d'inflation à deux chiffres¹⁴. Les fonctions ayant contribué à la poussée de l'inflation en 2016 par rapport à 2015 sont le transport (20,6 % contre 4,4 % en 2015), les équipements et appareils ménagers (14,9 % contre 8,6 %), la santé

¹³ Calculs de la CEA à partir des données de la CBL (2014 CBL Annual report, p. 40, et 2016 CBL Annual report, p. 45).

¹⁴ Les bons du trésor facilitent également la gestion des liquidités en réduisant les excès de liquidités dans le système bancaire.

Figure 4 : Évolution de l'inflation, des taux d'intérêt et du taux de marge du système bancaire



Source : CEA à partir des données de la CBL.

(0,13 % contre -4,7 %), la communication (-0,59 % contre -7 %), la restauration et l'hôtellerie (9,54 % contre -1,6 %), les boissons alcoolisées et le tabac (12 % contre 4,9 %), les vêtements et les chaussures (16,7 % contre 13,6 %) et les biens et services divers (8,9 % contre 5,4 %).

La forte dollarisation de l'économie libérienne contribue également à rendre ardue la tâche de la Banque centrale s'agissant de sa politique de stabilisation du taux de change. En 2016, la quantité de dollars américains en circulation dans l'économie libérienne représentait 68,4 % de la monnaie au sens large (CBL, 2016).

Relativement aux conditions du crédit, par rapport à 2015, le taux d'intérêt prêteur moyen pratiqué par les banques commerciales est resté plutôt stable (13,59 % contre 13,61 % l'année précédente), traduisant une faible évolution des incitations à l'investissement fournies aux agents économiques par le secteur bancaire¹⁵. Au contraire, le taux d'intérêt moyen perçu sur les dépôts a diminué, passant de 4 % en 2015 à 3,8 % en 2016.

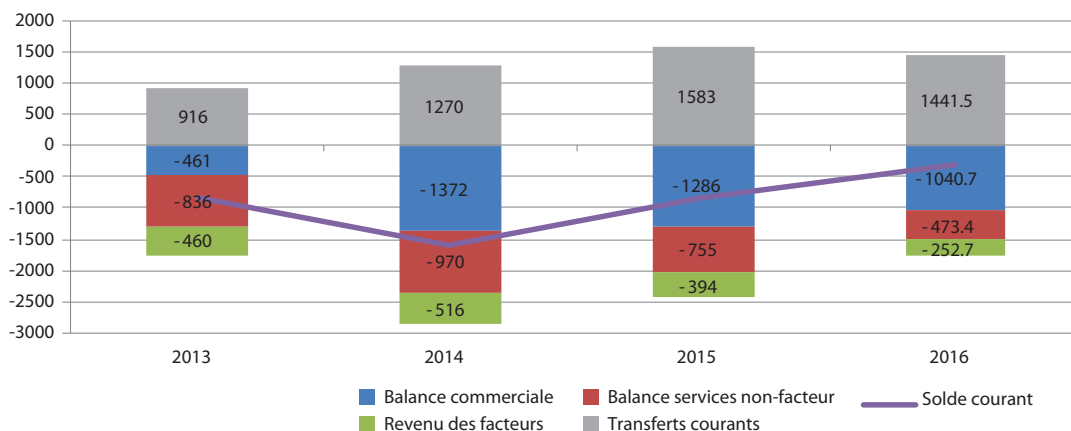
3.4. Compte courant

Le compte courant est structurellement déficitaire. Toutefois, par rapport à 2014 et 2015, le déficit du compte courant s'est partiellement résorbé, passant de -852,2 millions de dollars américains en 2015 à -325,4 millions de dollars américains en 2016. Exprimé en pourcentage du PIB courant, ce déficit s'établit à environ 15,48 %, un ratio près de 3 fois plus élevé que celui enregistré par l'Afrique et par la CEDEAO en 2015, soit 5,2 % et 5 % du PIB de ces régions respectivement (CEA, 2016)¹⁶. L'amélioration du solde du compte courant en 2016 par rapport à 2015 est liée à un rétrécissement du déficit de la balance commerciale, de -1 286,1 millions

¹⁵ Mis en perspective avec l'évolution du niveau d'inflation, cela traduit en termes réels une dégradation générale des incitations à emprunter.

¹⁶ Profil du Cabo Verde

Figure 5 : Évolution du solde du compte courant et de ses composantes (en millions de dollars américains)

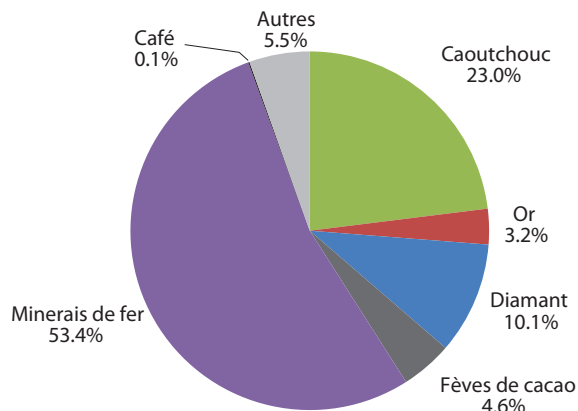


Source : CEA à partir des données de la CBL.

de dollars américains en 2015 à -1 040,7 millions de dollars américains en 2016 (représentant respectivement des ratios de -63,1 % et -49,5 % des valeurs des PIB courants de ces deux années), de la balance des services de -754,9 millions de dollars américains à -473,4 millions de dollars américains (soit -37 % et -22,5 % des valeurs des PIB courants de 2015 et 2016) et du revenu net des facteurs, de -394 millions de dollars américains à -252,7 millions de dollars américains (environ -19,3 % et -12 % des valeurs des PIB courants de 2015 et 2016).

La réduction du déficit de la balance commerciale est essentiellement liée à une baisse plus nette des paiements à l'importation en 2016 que la baisse enregistrée dans les recettes d'exportation cette même année ; celle de la balance des services est essentiellement liée à la baisse des charges de transport associées aux importations de carburant, tandis que la réduction du déficit du revenu net des facteurs est essentiellement due à la baisse des paiements effectués à l'endroit des agents économiques non-résidents (CBL, 2016).

Les exportations libériennes se résument essentiellement à la vente à l'étranger de matières premières peu diversifiées, ce qui accroît la vulnérabilité du pays aux chocs extérieurs (chocs de demande et de prix, notamment). Depuis 2012, le minerai de fer et le caoutchouc occupent une place essentielle dans les exportations totales du Libéria. En 2015, le minerai de fer a représenté près de 53 % de la valeur totale des exportations (141,8 millions de dollars américains). Les ventes à l'étranger de caoutchouc et de diamants ont, quant à elles, rapporté respectivement 61,1 millions de dollars américains (soit 23 % de la valeur totale des exportations) et 26,8 millions de dollars américains (environ 10,1 % de la valeur totale des exportations). Par rapport à 2015, la valeur totale des exportations libériennes a chuté en 2016 (169,6 millions de dollars américains contre 265,3 millions de dollars en 2015, représentant respectivement 8,1 % et 13 % des PIB courants de ces deux années) en raison de la baisse des recettes des principaux produits d'exportation, notamment des recettes des minerais de fer (49,6 millions de dollars

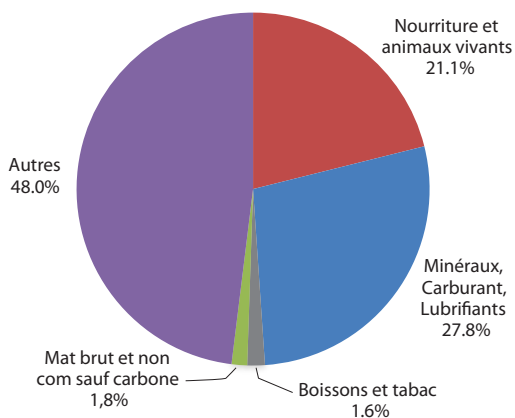
Figure 6 : Structure des exportations en 2015 (en pourcentage)*

Source : CEA à partir des données de la CBL.

* La structure des échanges de 2015 est celle qui est présentée ici parce que les chiffres de 2015 apparaissent davantage consolidés que ceux de l'année 2016.

américains en 2016 contre 141,8 millions de dollars américains en 2015, soit l'équivalent de 2,3 % et 6,9 % des PIB courants de 2016 et 2015)¹⁷.

D'un autre côté, la facture des importations de biens du Libéria a été essentiellement alourdie, en 2015 (1 551,4 millions de dollars américains) comme en 2016 (1 210,3 millions de dollars américains), par les achats à l'étranger de « minéraux, carburants et lubrifiants » (représentant respectivement à ces dates environ 27,8 % et 27 % de la valeur totale des importations) et par les achats de produits alimentaires (constituant respectivement à peu près 21,1 % et 23 % de la facture totale des importations).

Figure 7 : Structure des importations en 2015 (en pourcentage)

Source : CEA à partir des données de la CBL.

¹⁷ Il convient toutefois de noter que les chiffres du commerce extérieur, notamment ceux de 2016, sont des chiffres préliminaires.

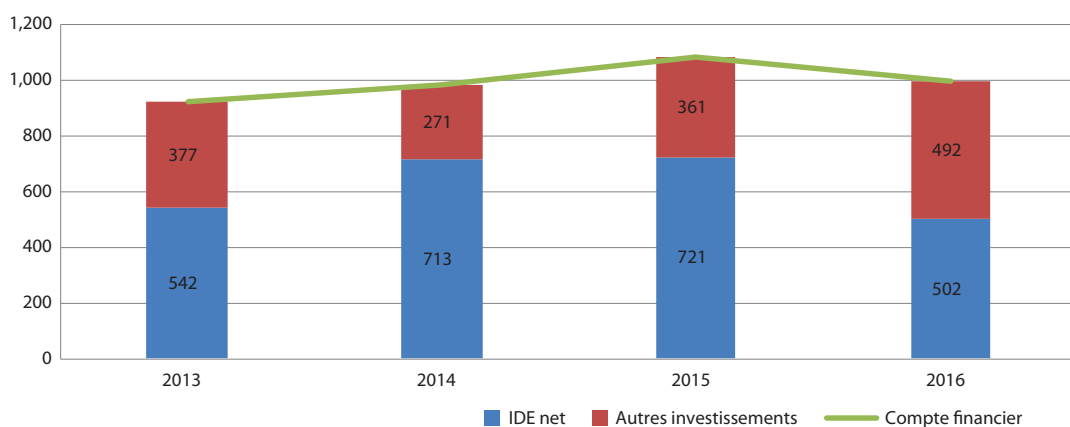
Entre 2014 et 2016, l'Europe a été la destination privilégiée des exportations libériennes. La valeur moyenne annuelle des exportations libériennes en direction de l'Europe s'est chiffrée à 81,2 millions de dollars américains dont 58,3 pour la seule zone Euro. L'Asie et en particulier la Chine ont absorbé, en moyenne annuelle sur la période considérée, les exportations libériennes respectivement pour 77,8 millions et 73,5 millions de dollars américains. Et la CEDEAO a acheté en moyenne avec le Libéria pour 38,8 millions de dollars américains (38,9 millions pour l'Afrique). Enfin, les États-Unis ont réalisé 48,2 millions de dollars de leurs importations au Libéria.

S'agissant des importations réalisées par le Libéria avec le reste du monde entre 2014 et 2016, les statistiques montrent l'Asie a été le principal pays d'origine des importations du Libéria. La valeur moyenne annuelle des importations libériennes en provenance de l'Asie a avoisiné 456,7 millions de dollars américains (dont 190,1 millions en provenance de la Chine). L'Afrique se positionne comme le second lieu d'origine des importations libériennes (410,7 millions de dollars américains dont 357,8 millions en provenance de la CEDEAO). Ainsi, le Libéria réalise une part substantielle de ses achats avec la communauté à laquelle il appartient. Enfin, la valeur moyenne des importations libériennes en provenance de l'Europe sur la période considérée s'est établie à 290,7 millions de dollars américains dont 177,5 avec la seule zone Euro.

3.5. Comptes capital et financier

Le solde du compte financier est resté positif entre 2013 et 2016. Toutefois, par rapport à 2015, ce solde est en repli de 8,2 % (993,4 millions de dollars américains en 2016 contre 1 081,6 millions de dollars américains en 2015, soit respectivement 47,3 % et 53,1 % de la valeur des PIB courants de 2016 et 2015).

Figure 8 : Évolution du solde du compte financier (en millions de dollars américains)



Source : CEA à partir des données de la CBL*.

* Les chiffres de 2016 sont des chiffres préliminaires.

Ce repli du solde du compte financier est principalement lié à la régression du flux net des investissements directs étrangers (501,7 millions de dollars américains en 2016 contre 720,9 millions en 2015, équivalant respectivement à 23,9 % et 35,4 % de la valeur des PIB courants de 2016 et 2015), dont la baisse n'a pas été suffisamment compensée par l'accroissement du flux net des autres investissements (491,7 millions de dollars américains en 2016 contre 360,7 millions en 2015, correspondant respectivement à des ratios de 23,4 % et 17,7 % de la valeur des PIB courants de 2016 et 2015)¹⁸.

¹⁸ « Autres investissements » comprend les rubriques « monnaie et dépôts (net) », « prêts (net) », « crédits commerciaux et avances (net) », « autres comptes débiteurs/créditeurs (net) ».

4

Développement social

Des efforts importants restent à faire au niveau social s'agissant de la pauvreté, de l'emploi et de l'éducation, etc. L'indice de développement humain du Libéria est l'un des plus bas au monde (0,427). En 2015, le Libéria était classé 177^e/188 pour cet indicateur. Même si au niveau sanitaire, le pays a réussi à atteindre les cibles fixées dans le cadre des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), en ce qui concerne les indicateurs de santé chez les enfants, des efforts plus importants encore restent à réaliser s'agissant de la mortalité maternelle. Les nouveaux défis à relever devront désormais être l'atteinte des nouvelles cibles fixées dans le cadre des Objectifs de développement durable (ODD). Le pays devra, par ailleurs, déployer des efforts conséquents pour renforcer son système de santé, qui reste fragile et qui a des difficultés à faire face aux chocs de santé.

4.1. Dynamique démographique

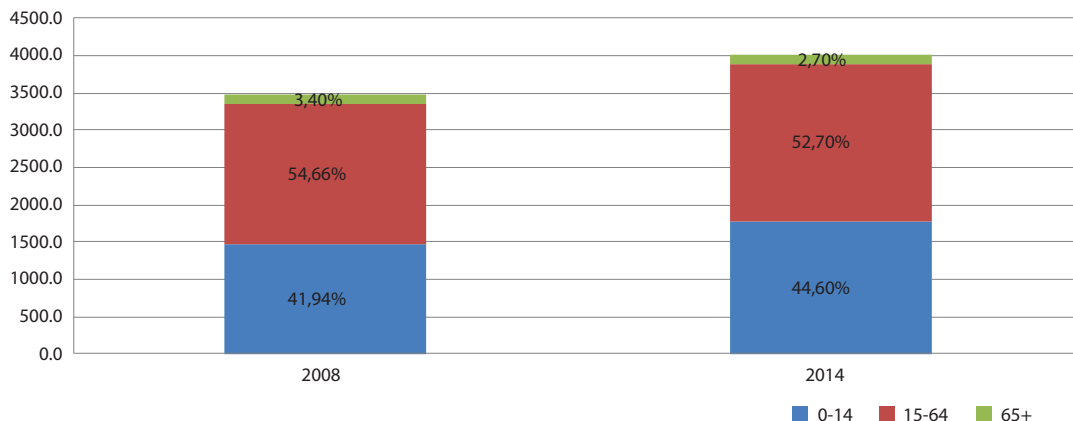
La population libérienne est estimée à 4 millions d'habitants selon les résultats de l'enquête sur les revenus et les dépenses des ménages (HIES) de 2014. Par rapport à la période intercensitaire 1974-1984, le taux de croissance démographique annuel a connu une régression d'environ 1 point de pourcentage entre 1984 et 2008 (3,1 % contre 2,1 %) et s'est stabilisé entre 2008 et 2014¹⁹.

En 2014, les femmes semblaient plus représentées que les hommes au sein de la population (51,5 % contre 48,5 %) dont 59,4 % résidait en milieu urbain (40,6 % en milieu rural)²⁰. Le comté de Montserrado qui renferme la capitale Monrovia est le plus peuplé du pays (avec 32,2 % des habitants).

La population libérienne est extrêmement jeune. Le pourcentage des 0-14 ans est de 44,6 % tandis que les 65 ans et plus ne représentent que 2,6 % de la population. Le pourcentage d'actifs (tranche d'âge des 15 à 64 ans) au sein de la population totale est estimé à 52,7 % sur cette même période.

¹⁹ En harmonie avec la tendance générale à la baisse du taux de fécondité annoncée dans les rapports EDS (1986, 1999/2000, 2007 et 2013).

²⁰ La distinction entre milieu urbain et milieu rural s'est opérée à partir d'un critère émanant du recensement de la population de 2008, qui considère comme milieu urbain toute localité qui comprend plus de 2 000 habitants et milieu rural toute localité de moins de 2 000 habitants.

Figure 9 : Répartition de la population par tranches d'âge

Source : CEA à partir des données de l'enquête sur les revenus et les dépenses des ménages (HIES) de 2014 et du recensement national de la population et de l'habitat (NPHC) de 2008.

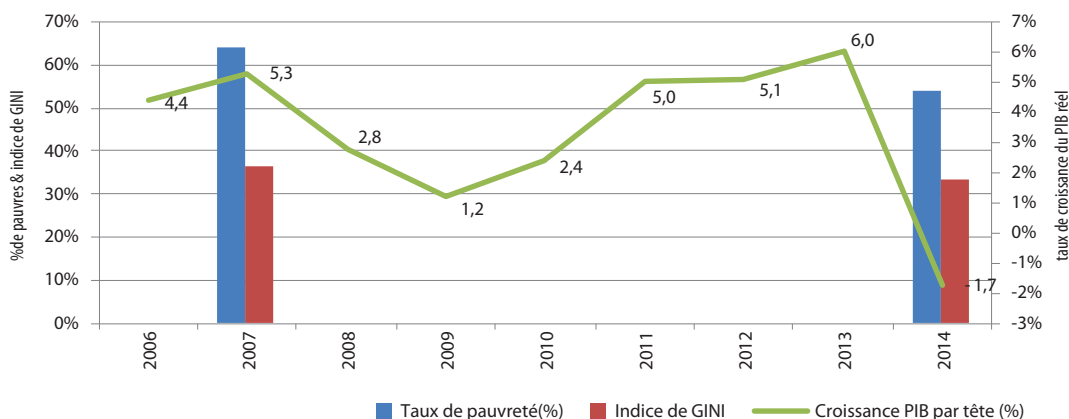
Entre 2008 et 2014, le fardeau social s'est quelque peu alourdi pour la population active. En effet, estimé à 83 personnes à charge pour 100 actifs en 2008, le ratio de dépendance démographique est passé à 90 personnes à charge pour 100 actifs en 2014, soit une hausse de 8,4 % sur la période considérée, qui reflète les difficultés pour ce pays, à l'instar de la plupart des pays de la région, à opérer sa transition démographique et à bénéficier des avantages liés au dividende démographique.

4.2. Emploi et pauvreté

D'après l'enquête sur les revenus et les dépenses des ménages (HIES) de 2014, le taux de pauvreté absolu du Libéria avoisine les 54,1 % (70 % en milieu rural contre 43,3 % en milieu urbain). Les régions du sud-est, du centre-nord et du nord-ouest sont celles qui renferment les proportions les plus élevées de pauvres (78,9 %, 71,7 % et 66 % respectivement). En 2007, le taux de pauvreté était estimé à 63,8 % (CWIQ, 2007)²¹. En 2014, 18,5 % d'individus au niveau national étaient considérés comme extrêmement pauvres.

La pauvreté au Libéria semble être étroitement liée au niveau d'éducation des populations et localisée dans l'agriculture. Alors que 69,3 % des individus non instruits étaient touchés par la pauvreté en 2014, seulement 23,6 % de ceux qui disposaient d'un niveau d'éducation postsecondaire en étaient affectés. De même, 77,2 % des individus appartenant aux ménages dont le chef exerçait une profession agricole étaient pauvres contre 38 % des individus appartenant aux ménages dont le chef exerçait une activité non-agricole (HIES, 2014).

²¹ Ces deux taux de pauvreté absolus ne sont toutefois pas comparables dans le temps car des différences subsistent entre les deux enquêtes en raison des questions posées aux ménages sur les éléments employés pour la détermination des lignes de pauvreté.

Figure 10 : Pauvreté et croissance économique


Source : CEA à partir des données du Questionnaire des indicateurs de base du bien-être (CWIQ, 2007), de l'enquête sur les revenus et les dépenses des ménages (HIES, 2014) et de World development indicators de la Banque mondiale.

Par rapport à la plupart des pays d'Afrique de l'Ouest, la distribution des richesses au Libéria est moins inégalitaire. Le coefficient de GINI s'établit à 0,32 (HIES, 2014)²².

S'agissant de l'emploi, l'enquête HIES a établi que le taux de chômage avoisinait 2,8 % en 2014 (4,5 % en milieu urbain contre 0,8 % en milieu rural). Le secteur informel reste prépondérant. Il offre la plus grande part des emplois (67,9 %), ce qui semble expliquer la forte proportion d'emplois vulnérables au niveau national (74,1 %), une réalité que semble confirmer le fait que l'agriculture et le commerce de gros et de détail, qui se positionnent essentiellement comme des activités du secteur informel dans les pays en développement, concentrent les taux d'emplois vulnérables les plus importants de l'économie -94,1 % et 92 % respectivement - (LFS, 2010).

Le secteur industriel emploie moins de 10 % (8,3 %) de la population en âge de travailler et celui des services 44,4 % de celle-ci (LFS, 2010). L'agriculture reste le principal secteur pourvoyeur d'emplois au niveau national (47,3 %) en raison de sa forte contribution à la création d'emplois en milieu rural (72,5 % des emplois). En milieu urbain, c'est le secteur des services qui participe le plus à la création d'emplois à travers sa composante « commerce de gros et de détail » (42,1 %). Elle procure l'essentiel des emplois aussi bien aux femmes qu'aux hommes dans les villes, 56,9 % et 27,3 % respectivement (LFS, 2010).

4.3. Santé

L'accès aux soins de santé s'est globalement amélioré depuis la fin des troubles civils qui ont déstabilisé le pays de 1989 à 2003 et qui ont entraîné la destruction de la quasi-totalité des infrastructures sanitaires -95 %- (USAID, 2013). Entre 2008 et 2014, la proportion des habitants situés à plus d'une heure du centre de santé le plus proche de leur logement a diminué, passant de 41 % contre 18,1 % (NPHC, 2008 ; HIES, 2014). S'agissant de l'amélioration de la

²² Sauf au Niger où cet indice prenait une valeur de 0,31 en 2014.

qualité des soins de santé, les réformes envisagées dans le cadre du Plan décennal de santé (2011-2021), n'ont été que modestement mises en œuvre en raison de l'épidémie d'Ébola qui a touché le pays en mars 2014 et dont les répercussions négatives sur l'économie se font encore sentir aujourd'hui. Cette crise a d'ailleurs mis à nu la fragilité du système de santé libérien, qui éprouve des difficultés à faire face aux crises sanitaires. L'épidémie a causé près de 4 000 cas décès dans le pays.

D'une manière générale, le paludisme demeure la principale cause de morbidité et de mortalité dans le pays, motivant 41 % des consultations médicales (MOH, 2014). Au-delà du paludisme, le Libéria est considéré comme un foyer important de tuberculose en Afrique sub-saharienne. Depuis 2011, des progrès considérables ont cependant été accomplis dans le sens de l'éradication de la maladie. Alors qu'en 2011, on enregistrait un nombre record de 98 cas de tuberculose détectés pour 100 000 habitants, en 2014 on n'enregistrait plus que 34 cas détectés pour 100 000 habitants, un taux désormais nettement en dessous du seuil maximal de 70 cas préconisé par l'OMS.

L'espérance de vie à la naissance est estimée à environ 61 ans (60,2 ans pour les hommes et 62,2 ans pour les femmes) en 2015²³.

Plus en lien avec l'objectif 3.2 des Objectifs de développement durable des Nations Unies, il ressort que la situation sanitaire des enfants s'est globalement améliorée entre 1986 et 2013. Les taux de mortalité néonatale, infantile et des enfants de moins de 5 ans pour 1 000 naissances vivantes ont tous régressé sur la période considérée – 68 ‰ en 1986 contre 26 ‰ en 2013 s'agissant du taux de mortalité néonatale, 144 ‰ en 1986 contre 54 ‰ en 2013 pour le taux de mortalité infantile et 222 ‰ en 1986 contre 94 ‰ en 2013 pour le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans (EDS, 1986 ; EDS, 2013). Cependant, l'atteinte des cibles fixées pour ces indicateurs dans le cadre des ODD, nécessite que leurs valeurs actuelles soient divisées, par plus de 2 pour les deux premiers taux, et par plus de 3 pour le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans, d'ici à 2030²⁴.

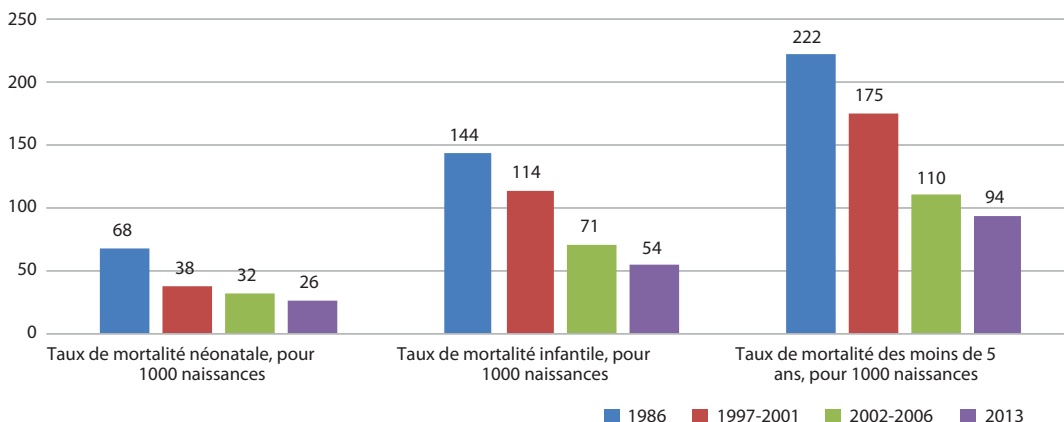
S'agissant de l'objectif 3.1 des objectifs de développement durable, la situation s'est au contraire dégradée, puisque le taux de mortalité maternelle est passé de 260 cas pour 100 000 naissances vivantes en 1986 à 1 072 cas pour 100 000 naissances vivantes en 2013 (EDS, 1986 ; EDS, 2013)²⁵.

²³ UNDP (2016): Briefing note for countries on the 2016 Human Development Report 2016/Liberia.

²⁴ L'objectif 3.2 recommande de ramener le taux de mortalité néonatale à 12 pour 1 000 naissances vivantes au plus et le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans à 25 pour 1 000 naissances vivantes au plus d'ici à 2030. L'objectif 3.1 recommande de ramener le taux de mortalité maternelle en dessous de 70 pour 100 000 naissances vivantes d'ici à 2030.

²⁵ L'IC pour cet indicateur en 2013 n'est cependant pas très précis (EDS, 2013).

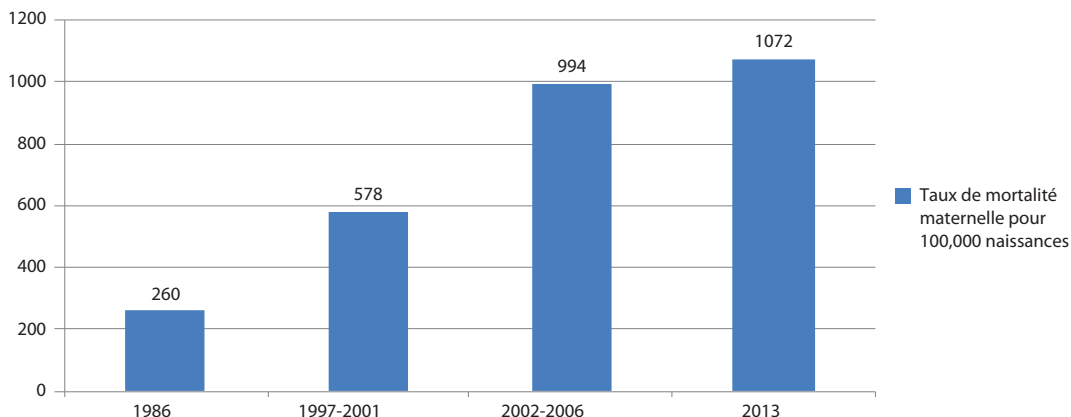
Figure 11 : Mortalité des enfants (pour 1 000 naissances vivantes)



Source : EDS 1986 ; 2007 ; 2013.

Les principales causes de mortalité maternelle sont les hémorragies, la précocité des maternités, les infections, l'accès limité aux urgences obstétricales (seulement 37 % des accouchements ont lieu dans des structures sanitaires, 72 % à Monrovia et 26 % dans les zones rurales)²⁶. Des efforts plus importants doivent donc être faits pour améliorer la santé maternelle et plus généralement la capacité du système de santé libérien à faire face aux épidémies.

Figure 12 : Taux de mortalité maternelle (pour 100 000 naissances vivantes)



Source : EDS 1986 ; 2007 ; 2013.

²⁶http://www.who.int/profiles_information/index.php/Liberia:Analytical_summary_-_Health_Status_and_Trends

4.4. Éducation

Avec la normalisation progressive du climat politique et social après les élections de 2005, les autorités libériennes ont affiché leur volonté de renouer avec les engagements pris dans le cadre du plan d'action de Dakar de 2000 et des OMD auxquels le pays avait souscrit. Cette volonté s'est traduite dans les faits par la mise en œuvre en 2010 du Plan du secteur de l'éducation (ESP) couvrant la période 2010-2020. Avec l'appui des partenaires au développement, des progrès considérables ont été réalisés dans le sens de la scolarisation universelle pour tous les niveaux d'éducation, avec des progrès relativement plus marqués en ce qui concerne l'éducation secondaire²⁷. Entre 2013 et 2016, les taux bruts et nets de scolarisation dans le secondaire ont respectivement augmenté de 112 % (47 % en 2016 contre 22 % en 2013) et 190 % (26 % en 2016 contre 9 % en 2013). Au niveau du primaire, le taux net de scolarisation a aussi connu la croissance la plus notable sur la période considérée, de 134 % (48 % en 2016 contre 20 % en 2013). Le taux brut de scolarisation a évolué de façon relativement plus modeste, c'est-à-dire de 66,7 % (87 % en 2016 contre 52 % en 2013). L'indice de parité des sexes s'est également amélioré dans le primaire et dans le premier cycle du secondaire (0,96 en 2015 contre 0,88 en 2008 pour le primaire et 0,98 en 2015 contre 0,78 en 2008 pour le secondaire) mais reste toujours en défaveur des filles²⁸.

Au niveau du préscolaire, le taux brut de scolarisation a connu une ascension de l'ordre de 80,1 % (116 % en 2016 contre 65 % en 2013) en l'espace de quatre années. Dans l'enseignement supérieur, ce taux a été évalué à 11,2 % en 2012, un taux assez proche de ceux généralement observés en Afrique subsaharienne, voire supérieur à ceux enregistrés dans certains pays de la région ouest-africaine tels que le Burkina Faso (4,5 %), la Gambie (3,1 %) ou encore le Niger (1,7 %) (MOE, 2015).

En 2014, le taux d'alphabétisation des 15-24 ans était estimé à 81 % (MOE : 2016 Liberia Education Sector Analysis Report, pp. 50-51). Il s'est amélioré de 2 points de pourcentage par rapport à sa valeur estimée à 79 % en 2010 (LFS, 2010).

L'effort d'éducation mesuré par le ratio « dépenses d'éducation/PIB » ainsi que la part des dépenses publiques consacrées à l'éducation dans le budget total sont demeurés relativement stables entre 2011 et 2016 (3 % et 12 % en moyenne respectivement sur la période) mais en-deçà des normes recommandées dans le cadre de la déclaration d'Incheon²⁹.

D'une manière générale, le système éducatif libérien reste confronté, au-delà des aspects liés à la qualité de l'éducation, à des goulots relatifs à l'accès à l'éducation. Ces goulots concernent à la fois l'offre d'éducation (manque d'infrastructures scolaires dans certaines régions, éloignement des

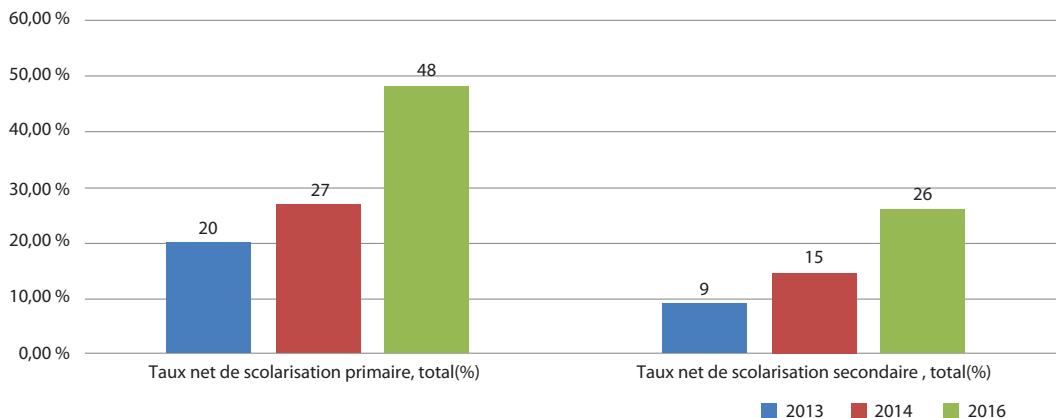
²⁷ La gratuité de l'école dans le primaire a été étendue aux grades 7 et 9.

²⁸ « Liberia Education Sector Analysis », page 87.

²⁹ Ministry Of Education (MOE): 2016 Liberia Education Sector Analysis Report.

Les États doivent consacrer 4 à 6 % de leur PIB et/ou au moins 15 à 20 % du total des dépenses publiques au financement de l'éducation (déclaration d'Incheon).

Figure 13 : Taux net de scolarisation dans le primaire et dans le secondaire (en pourcentage)



Source : CEA à partir des données du Ministère de l'éducation.

écoles, etc.) et la demande d'éducation (moins de 28% des enfants de 6-11 ans appartenant aux ménages pauvres fréquentaient l'école en 2013). Ces défis devront être relevés si le pays souhaite tenir les engagements pris dans le cadre des objectifs de développement durable³⁰.

4.5. Évaluation de l'égalité de genre au Libéria

L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes sont mesurées en fonction de domaines clés indiqués dans le diagramme circulaire ci-dessous. Ces domaines sont déterminants pour l'amélioration des conditions de vie des femmes ainsi que pour leur contribution à la croissance durable et partagée en Afrique.

Afin d'évaluer l'ampleur des inégalités entre les sexes et de mesurer le niveau de parité et d'autonomisation des femmes en Afrique, la Commission économique pour l'Afrique a mis au point l'Indicateur de développement et des inégalités entre les sexes en Afrique (IDISA). L'IDISA permet aux décideurs d'évaluer leur propre performance dans la mise en œuvre des politiques et des programmes visant à mettre fin à la marginalisation des femmes.

Le calcul de la performance est effectué à partir de l'Indice de la condition féminine (ICF), l'une des composantes de l'IDISA. Pour chaque indicateur clé, la performance est calculée comme une moyenne arithmétique non pondérée prenant le rapport femmes/hommes des valeurs de l'indicateur multiplié par 10, le résultat étant arrondi au nombre entier le plus proche. Une note de zéro représente le plus haut niveau d'inégalité, une note de 5, un niveau de parité moyen, et une note de 10, une parité parfaite. Les niveaux de parité supérieurs à 10 représentent des situations où les femmes surclassent les hommes, indépendamment du niveau de développement du domaine considéré.

³⁰ Ministry Of Education (MOE): 2016 Liberia Education Sector Analysis Report.

La plupart des chiffres utilisés pour calculer les notes proviennent des données nationales disponibles les plus récentes. Toutefois, pour certains indicateurs, les pays ne disposent pas de données ventilées. Les données utilisées sont alors des données internationales provenant de sources diverses.

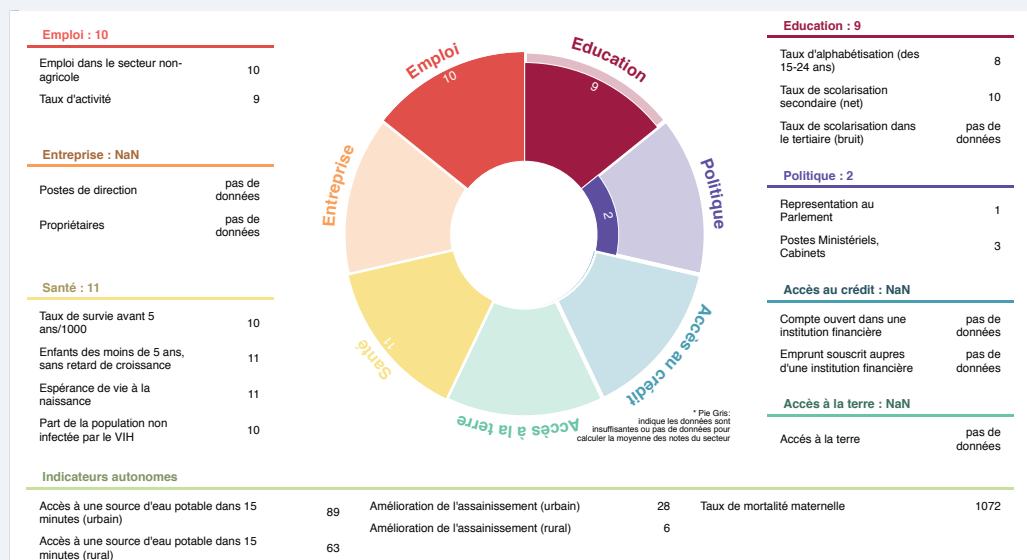
Encadré 3 : Égalité de genre et autonomisation des femmes au Libéria

Au Libéria, l'égalité entre les sexes est une réalité s'agissant de l'accès à l'emploi non agricole, de l'accès à l'éducation secondaire, du taux de survie des enfants de moins de 5 ans et de la proportion de la population vivant sans le VIH.

La population féminine est plus avantagée que la population masculine s'agissant de la proportion d'enfants malnutris et de l'espérance de vie, pour lesquelles les scores s'établissent à 11, ce qui fait que, d'une manière générale, elles surclassent les hommes pour la composante sanitaire de l'IDISA même si le taux de mortalité maternelle reste très élevé (1 072 cas de mortalité pour 100 000 naissances vivantes contre, par exemple, 322 au Ghana ou encore 42 au Cabo Verde).

Par contre, elles restent plus désavantagées que les hommes relativement au niveau d'alphabétisation (chez les jeunes notamment) avec un score de 8, à la participation au marché du travail avec un score de 9 et à la représentation dans les instances de décision politiques (représentation au parlement, postes ministériels et cabinets) avec un score encore plus faible de 2, même sous la présidence d'Ellen Johnson Sirleaf. Bien que les femmes restent très impliquées dans la production (agricole en particulier), dans les processus de transformation et dans le commerce, elles n'ont guère accès aux moyens de production (terre, capital) et à l'information (FAO, 2016 ; IFPRI, 2017).

De même, l'Indice de développement humain des femmes au Libéria est inférieur à celui des hommes (0,387 contre 0,466 en 2015). Il demeure inférieur à la valeur de l'Indice de développement humain moyen des femmes vivant en Afrique subsaharienne (0,488) et à la valeur de l'Indice de développement humain moyen des femmes appartenant aux pays à faible Indice de développement humain (0,455)*.



Source : CEA 2017.

* Source : Rapport sur le développement humain de 2016, Libéria.

5

Analyse thématique

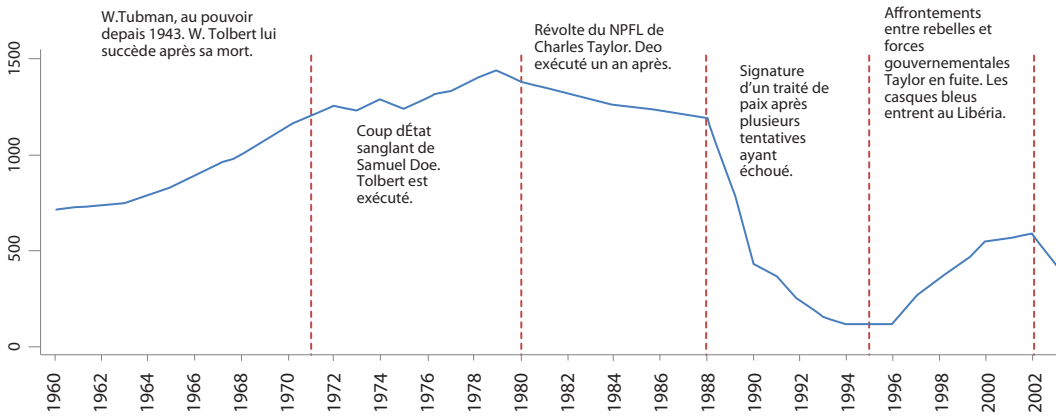
L'agro-industrie au Libéria : Opportunités et défis pour une croissance inclusive

Treize ans après le dernier conflit qui a déchiré le pays, le Libéria semble déterminé à ne pas répéter les erreurs du passé. La longue période de crise qu'il a traversée a fait prendre conscience aux autorités que la croissance économique, bien que nécessaire pour assurer la prospérité de la nation, ne demeure pas une fin en soi. En effet, dans les décennies qui ont précédé le début de l'instabilité vers la fin des années 1970, le bilan de la croissance du Libéria était remarquable. Le pays avait connu une croissance moyenne de plus de 7 % par an entre 1955 et 1975. En 1980, le pays appartenait à la catégorie des pays à revenu intermédiaire. Son PIB par habitant avait atteint un record de 1 765 dollars américains. Toutefois, cette prospérité apparente masquait une forte incidence de la pauvreté et d'importantes disparités économiques entre les populations. En 1970, moins de 20 % de la population active du Libéria avait un emploi dans le secteur formel. Au contraire, 74 % des Libériens évoluaient dans l'agriculture où la productivité était relativement faible. Les concessions employaient seulement 7 % des travailleurs, malgré leur part importante dans le PIB et les exportations³¹. En conséquence, en 1974, seulement 3,9 % de la population contrôlait plus de 60 % des ressources du pays. Ces inégalités dans la répartition des ressources et les frustrations qu'elles auront suscitées chez certaines franges de la population se solderont à partir des années 1980 par une série de conflits qui saperont tous les fondements de l'économie.

Après la signature de l'accord de paix d'Accra en 2003, le pays semble renaître de ses cendres avec la mise en œuvre de la Stratégie de réduction de la pauvreté (SRP) qui s'est employée à restaurer les fondements de l'économie. Suite à la mise en œuvre de la SRP, la poursuite du processus de transformation économique au Libéria s'opère depuis 2013 dans le cadre de l'Agenda de transformation, qui a en perspective de lui permettre de retrouver son statut perdu de pays à revenu intermédiaire à l'horizon 2030. Dans ce cadre, le pays entend faire jouer à son agro-industrie le rôle de pilier d'une croissance durable et inclusive et de source de diversification de sa base économique. Toutefois, la réalisation d'un tel objectif passe par la levée de l'ensemble des contraintes qui empêchent le Libéria d'exploiter de façon efficiente les atouts et les opportunités qui s'offrent à ce secteur. D'une manière générale, ces contraintes se posent en des termes institutionnels, de

³¹ Concession : contrat par lequel l'État donne le droit à une entreprise d'exploiter une ressource publique donnée conformément à des clauses contenues dans un cahier des charges.

Figure 14 : Événements marquants de l'histoire politique du Libéria et évolution du PIB réel



Source: Indicateurs du développement dans le monde (en dollars constants 2000)

gouvernance, de capacités humaines et infrastructures. Elles plombent le climat des affaires et suscitent une faible attractivité des investisseurs pour l'économie.

5.1. Développement de l'agro-industrie au Libéria : quels atouts ?

Le Libéria dispose d'atouts qui devraient permettre aux autorités de réaliser leur ambition d'opérer la diversification de sa base économique et de favoriser l'émergence d'une croissance soutenue et partagée par l'ensemble des couches sociales. Il s'agit principalement des dotations en ressources naturelles et agricoles (conditions pédoclimatiques, hydriques, etc.) qui lui offrent des avantages comparatifs naturels pour diverses spéculations agricoles ainsi que son appartenance à des CER qui lui offre la possibilité d'étendre son marché.

5.1.1. D'excellentes conditions pédoclimatiques et hydriques

Le Libéria a un climat tropical. Les précipitations annuelles vont de 1 700 mm dans le Nord du pays à plus de 4 500 mm dans le Sud. Les températures moyennes varient de 24 °C à 28 °C selon les zones et le taux d'hygrométrie oscille entre 65 et 80 %. Le niveau d'ensoleillement moyen varie de 2 à 8 heures par jour et les conditions de vent sont généralement décrites comme douces (UNDP, CAADP et NEPAD, 2013). Le pays dispose également d'abondantes terres fertiles (4,6 millions d'hectares de terres arables disponibles pour l'agriculture dont 10 % seulement sont exploitées). Il est drainé par 9 grands bassins hydrographiques côtiers et a accès aux eaux intercontinentales. Son potentiel d'irrigation est d'environ 600 000 ha (FAO, 2013 ; UNEP, 2004 ; UNDP, CAADP et NEPAD, 2013)³².

Ces conditions pédoclimatiques et hydriques sont idéales pour le développement de sa production végétale et animale et pour la pêche. Sa proximité avec l'océan lui offre aussi un avantage comparatif sur les pays de l'hinterland, s'agissant de son commerce extérieur.

³² Seulement 1 000 ha apparaissent comme relativement développés à l'heure actuelle.

5.1.2. Une excellente dotation en ressources naturelles gérée durablement pourrait accompagner le développement de l'agro-industrie

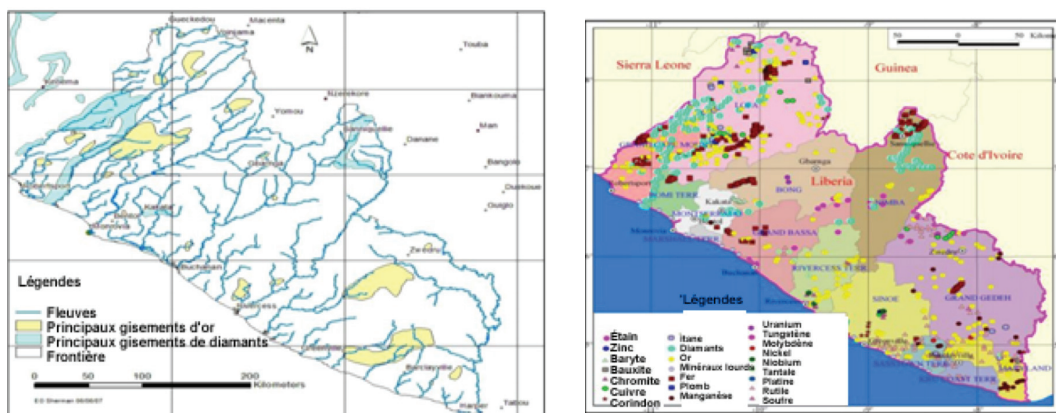
Les ressources minérales du Libéria comprennent une variété de minéraux : or, diamants, fer, béryl, étain, barytine, colombite-tantalite, phosphate, zinc, cuivre, plomb, minéraux terrestres, nickel, molybdène, etc. (LEITI, 2015). Comme le montre la figure 15, le Libéria dispose d'un vaste potentiel en gisements de minerai de fer, d'or et de diamants. De surcroît, il possède des ressources renouvelables telles que le bois, les ressources halieutiques, etc. Des activités de prospection sont en cours pour évaluer son potentiel en ressources pétrolières.

Depuis 2006, le Libéria a amélioré son cadre de gouvernance s'agissant de la gestion des ressources naturelles. Il s'est doté d'une politique minière nationale qui s'inspire de la Vision minière pour l'Afrique (VMA) et qui vise à promouvoir l'exploitation équitable des ressources minérales. Il a aussi établi un cadastre des minéraux et promulgué une loi sur les concessions et les marchés publics (PPC Act), qui impose des appels d'offres ouverts, transparents et concurrentiels pour les ressources connues.

Il s'est en outre doté d'un code des revenus révisé prévoyant des mesures fiscales propres au secteur des ressources qui devrait, si bien négocié, contribuer à réduire les risques de voir apparaître dans le pays les symptômes du « syndrome hollandais ». Le Libéria a souscrit en 2007 au programme de certification du processus de Kimberley pour les diamants bruts et il participe à l'Initiative pour la transparence des industries extractives (UNECA, 2014).

Une gestion adéquate des ressources issues de ce secteur pourrait contribuer à financer l'accroissement de la productivité dans le secteur de l'agro-industrie.

Figure 15 : Cartographie des gisements d'or et de diamants et des occurrences des ressources minérales au Libéria



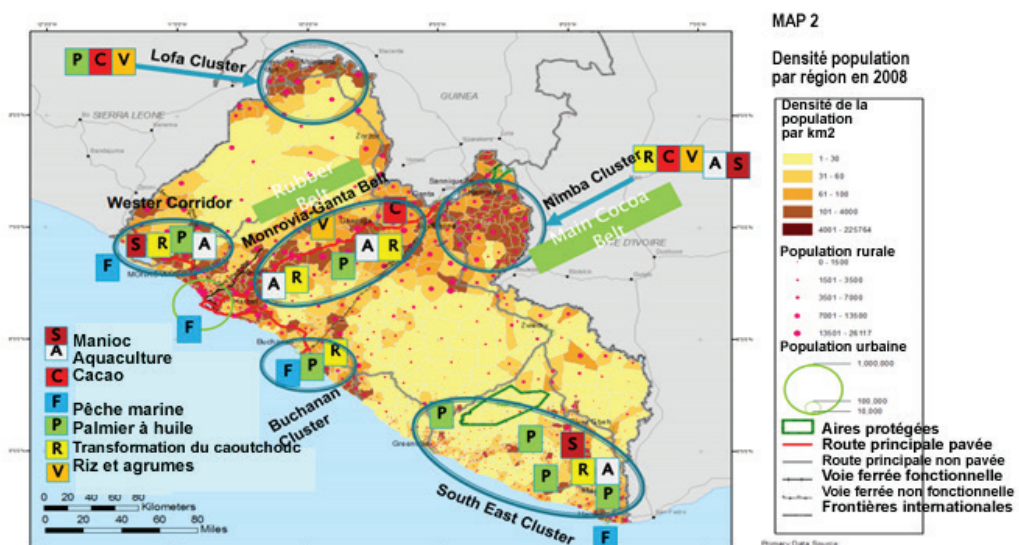
Source : LEITI 2015.

5.1.3. D'énormes potentialités agricoles pouvant permettre de diversifier la base économique et favoriser une croissance verte et inclusive

Le Libéria regorge d'énormes potentialités agricoles qui lui offrent des possibilités intéressantes de développer des chaînes de valeur agricoles, de se prémunir de l'insécurité alimentaire et de réduire ses importations de produits alimentaires. Le secteur agricole demeure d'ailleurs le pilier sur lequel le gouvernement d'Ellen Johnson Sirleaf a ambitionné de s'appuyer pour accélérer la diversification de l'économie. Le Libéria dispose d'avantages comparatifs naturels pour la production de cultures vivrières telles que le riz, le manioc et les cultures maraîchères, et pour la production de matières premières telles que le caoutchouc, le palmier à huile, le cacao et le café, ainsi que pour l'élevage et la pêche (FAO, 2015). Conformément aux dispositions du Programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique (PDDAA) qu'il a ratifié et dans le prolongement des précédents programmes et politiques nationaux de développement de l'agriculture (LASIP, FAPS, NFSNS, etc.), le Libéria a mis en place un Agenda de transformation de l'agriculture (LATA) couvrant la période 2012-2017. La vision du LATA est de promouvoir le développement du secteur industriel de sorte à ouvrir au niveau interne des débouchés au secteur agricole. Dans ce cadre, six (6) grappes agro-industrielles ont été identifiées à l'échelle du pays.

De petites unités de transformation localisées dans certaines de ces zones réalisent déjà un début de transformation des spéculations agricoles nationales. Les cas de réussites les plus remarquables sont la « JPALM » basée dans le comté de Montserrado qui parvient à produire, grâce à une stratégie de production intégrée et sans gaspillage, une gamme de biens de consommation à base d'huile de palme (huile, savons, aliments pour animaux, etc.) abordables

Figure 16 : Zones agro-industrielles



Source : Ministère de l'agriculture.

pour les consommateurs tout en offrant aux producteurs de palmier à huile des prix plus rémunérateurs pour leurs produits. On peut aussi citer en exemple la « Fabrar Liberia Inc. » localisée à Kakata dans le comté Margibi qui est devenue le leader national de la transformation du riz. Des investissements plus importants dans l'agro-industrie, de bonnes interactions entre le secteur industriel et le secteur agricole ainsi que la diffusion des meilleures pratiques de production à l'intérieur des zones (par le truchement des effets de débordement) devraient permettre de relever substantiellement la productivité, la valeur ajoutée et les revenus du secteur agricole, qui emploie l'essentiel de la population active (47,3 %) et contribuer ainsi à faire reculer significativement la pauvreté au niveau national.

Enfin, une gestion durable de ce potentiel de base devrait également contribuer à impulser la croissance du secteur tertiaire et stimuler la transformation structurelle de l'économie.

5.1.4. Des contraintes de marché desserrées du fait de son appartenance à des communautés économiques régionales et des appuis reçus des partenaires au développement

L'appartenance du Libéria à des communautés économiques régionales, notamment à la CEDEAO, lui permet de surmonter les contraintes liées à l'étroitesse de son marché. Elle lui ouvre des perspectives de débouchés à l'extérieur pour les produits de son agro-industrie, lui donne des possibilités de capitaliser sur ses avantages comparatifs, de réaliser des économies d'échelle et d'accélérer sa croissance économique. Le pays dispose d'ailleurs d'une Stratégie nationale d'exportation couvrant la période 2014-2018 dont l'objectif est de soutenir les secteurs clés de l'économie (notamment le secteur agricole) sur lesquels le Libéria peut s'appuyer pour diversifier ses exportations. Il dispose aussi d'une Politique nationale du commerce couvrant la période 2014-2019, qui vise à améliorer les capacités des entreprises du secteur privé pour les rendre compétitives sur les marchés régionaux et mondiaux.

La coopération sous-régionale (économique et sécuritaire, notamment) et les projets d'infrastructure régionaux prenant de plus en plus d'importance, le Libéria devrait pouvoir bénéficier à moyen terme d'un environnement stable en matière sécuritaire, de ressources énergétiques à moindre coût (exemple du projet de construction de lignes et stations électriques dans le cadre du Pool énergétique de l'Afrique de l'Ouest (WAPP) dans les pays de la Mano River Union que sont le Libéria, la Sierra Leone, la Guinée et la Côte d'Ivoire) et de corridors de transport régionaux pour réduire son déficit en énergie et en infrastructures de transport.

Au-delà des projets lancés au niveau sous-régional, le secteur agricole libérien bénéficie de l'appui d'institutions de développement (BAD, USAID, Union Européenne, Banque mondiale, FAO, JICA, etc.) qui lui apportent divers concours (technique et financiers, notamment). Ces appuis constituent à l'heure actuelle la principale source de financement du développement de l'agriculture, qui peine à attirer les investisseurs privés malgré les incitations fiscales mises en place par les autorités (UNDP, CAADP et NEPAD, 2013 ; Ministère de l'agriculture, 2016).

5.2. Développement de l'agro-industrie au Libéria : les contraintes

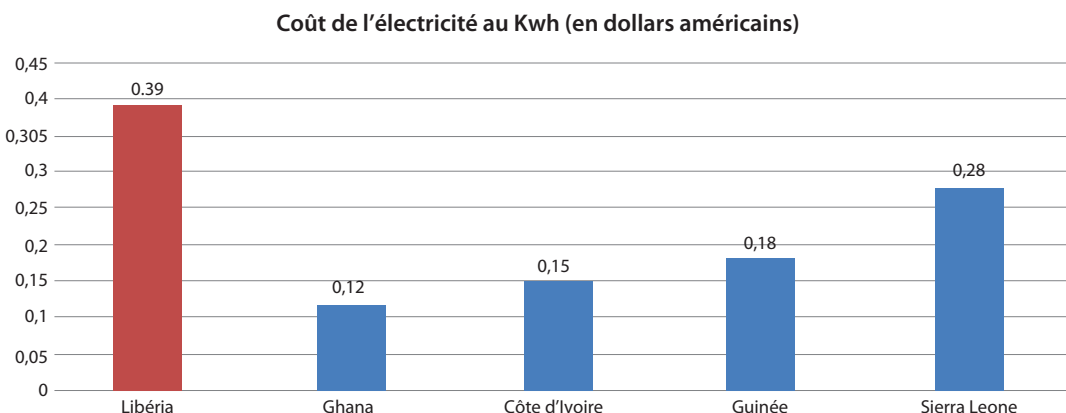
Pour générer une croissance soutenue qui profite à l'ensemble des couches sociales, les autorités libériennes ont choisi de développer les chaînes de valeur dans les zones agro-industrielles identifiées, en attirant à la fois les investissements du secteur privé national et ceux des investisseurs étrangers ayant fait leurs preuves dans le domaine de l'agro-industrie en Afrique. En l'absence de savoir-faire technique au niveau local, cette dernière approche paraît intéressante dans la mesure où elle peut s'accompagner de transferts de technologies qui pourraient contribuer à terme à développer des compétences locales. Toutefois, le succès d'une telle démarche passe par la levée d'un ensemble de contraintes qui, pour l'heure, font du Libéria une destination peu attrayante pour les entrepreneurs du secteur privé (hors concessions).

5.2.1. Une compétitivité pénalisée par un déficit infrastructurel et un environnement des affaires de moins en moins attractif

En 2017, le Libéria occupait la 172^e place sur 190 pays s'agissant des réformes entreprises pour améliorer le climat des affaires (classement Doing Business) et la 134^e place sur 137 pays pour l'indice de compétitivité globale. Des infrastructures très insuffisantes entravent la croissance du secteur privé (hors concessions) et par conséquent l'essor du secteur industriel. Les coûts d'accès à l'électricité apparaissent élevés (même si le tarif au kWh a baissé, de 0,57 dollar américain en 2014 à 0,39 dollar américain en 2017)³³.

Selon une étude conduite en 2013 par le Millenium Challenge Corporation (MCC), près de 60 % des dirigeants de petites entreprises et près de 47 % des dirigeants de moyennes entreprises considèrent que l'accès à l'électricité constitue une contrainte handicapante au déroulement

Figure 17 : Tarifs de l'électricité en Afrique de l'Ouest



Source : CEA à partir des données de la CEA (2014) et de la BAD (2017)*

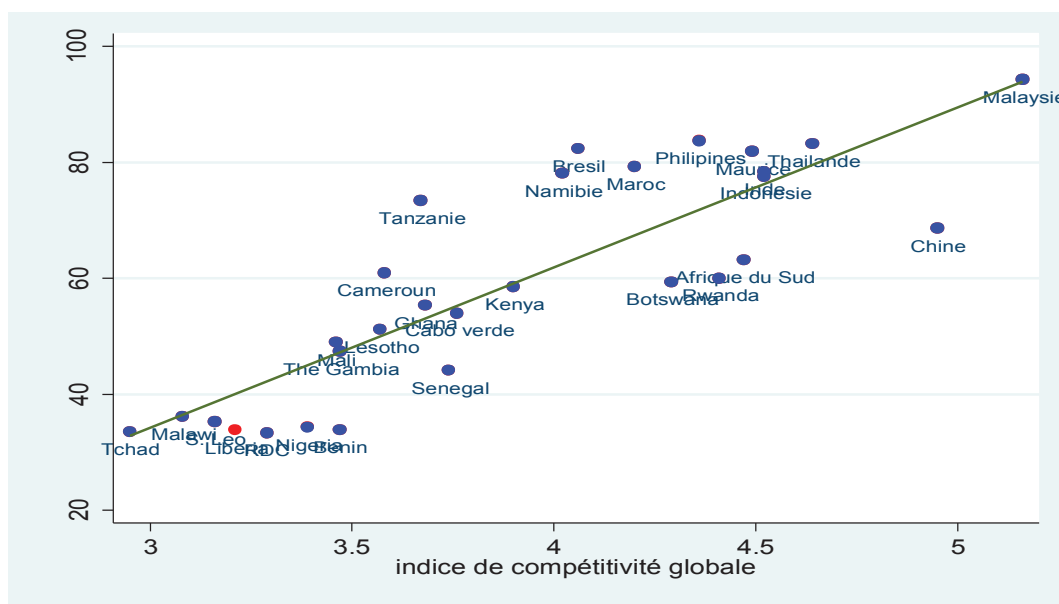
* UNECA (2014): Great insights / BAD (2017): 2017 Liberia African Economic Outlook..

³³ Le Libéria était classé 176^e sur 190 en 2017 par la revue Doing Business, s'agissant de la fourniture d'électricité.

normal de leurs activités³⁴. Une mauvaise fourniture d'électricité sape la compétitivité des entreprises nationales et se pose comme un obstacle au développement du secteur industriel et des services.

Le réseau routier public ne répond pas non plus aux besoins du pays tant en termes de couverture, de qualité que de coût. Il est essentiellement constitué de routes en latérite et demeure largement impraticable (notamment pendant la saison des pluies). Il nécessite des coûts d'entretien annuels élevés (MCC, 2013 ; BAD, 2013)³⁵. Il complique l'accès des agriculteurs aux marchés ruraux et urbains et compromet leurs approvisionnements en intrants agricoles (FAO, 2016). Une telle situation n'incite guère à une amélioration de la productivité, donc à la quête d'efficacité s'agissant de la production agricole, et elle entrave le développement des activités susceptibles de promouvoir une croissance inclusive (activités agricoles, chaînes de distribution d'intrants et de matériels agricoles, activités de transformation et sylviculture, etc.).

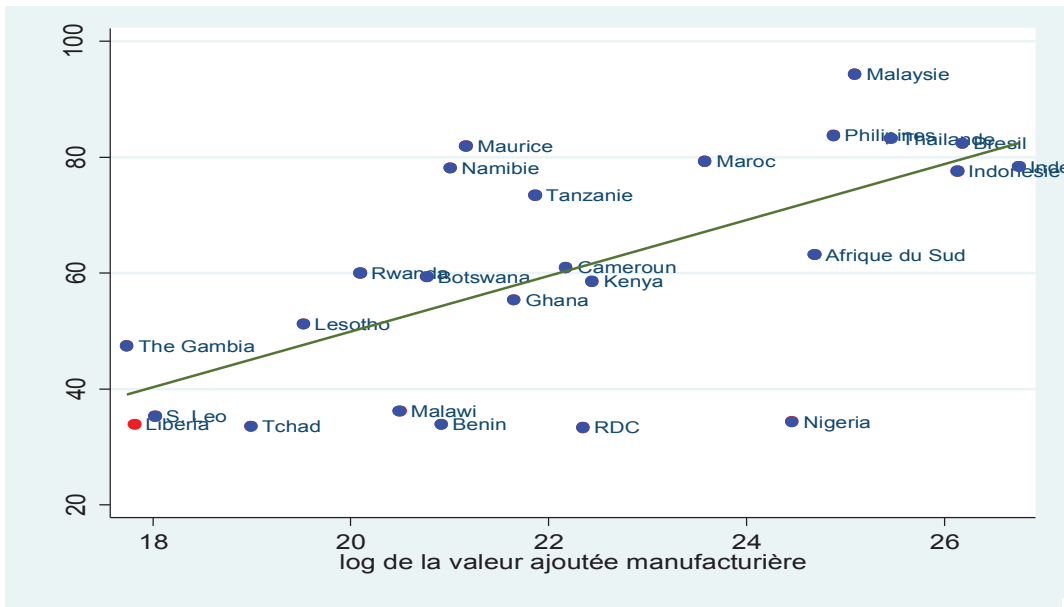
Figure 18: Facilité d'accès à l'électricité et compétitivité globale des économies



Source : CEA à partir des données du Doing Business et du rapport Global Competitiveness (2017-2018).

³⁴ Étude conduite sur la base de l'enquête 2009 de la Banque mondiale sur les entreprises au Libéria.

³⁵ Seulement 10 % sont pavées.

Figure 19: Facilité d'accès à l'électricité et valeur ajoutée manufacturière

Source : CEA à partir des données du Doing Business et des indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale.

La mauvaise qualité des routes et des ponts induit, par ailleurs, des coûts de transport élevés pour le secteur privé (0,20 dollar américain par tonne-kilomètre contre une moyenne d'environ 0,15 dollar américain en Côte d'Ivoire)³⁶. Ces contraintes liées aux infrastructures routières et énergétiques sont exacerbées par un manque d'informations (aussi bien statistiques que technologiques), des obstacles divers au commerce extérieur, l'absence de protection des droits de propriété et les lacunes des régimes fonciers (malgré l'adoption de la Community Rights Law en 2006 et du Community Right Act en 2009), ainsi que par l'inefficacité du système judiciaire qui peine à faire respecter les contrats, à protéger les investisseurs et à résoudre les différends commerciaux (AFT, 2012-2030 ; Doing Business 2018)³⁷.

5.2.2. Un secteur financier en plein essor mais qui favorise peu le développement du secteur privé et du secteur agricole en particulier

Le secteur des services financiers au Libéria connaît un essor remarquable. L'accès aux services financiers s'est globalement amélioré. En 2016, tous les comtés bénéficiaient des services des banques commerciales installées dans le pays.

³⁶ Source : MCC (2013) et CEA à partir de Logistics Cost Study of Transport Corridors in Central and West Africa. Des projets de réhabilitation et d'entretien du réseau routier financés à hauteur de 400 millions de dollars américains par la Banque mondiale et divers autres partenaires au développement dans le cadre du Liberia Road Asset Management Project ont permis de réhabiliter en 2017 plus de 500 km de routes, soit environ 60 % du réseau routier du Libéria.

³⁷ Un accord de coopération établi entre les autorités libériennes et la FAO devrait permettre d'améliorer le système d'information dans le secteur agricole. S'agissant des technologies de l'information, seulement 7,3 % de la population avaient accès à Internet en 2016 selon les statistiques de la Banque mondiale.

Tableau 4 : Répartition des banques commerciales dans les différents comtés du Libéria

Comté	Nombre de banques
Montserrado	9
Margibi	4
Grand Cape Mount	1
Grand Bassa	6
Sinoe	1
Maryland	2
Bong	3
Nimba	5
Lofa	1
Grand Gedeh	1
Bomi	1

Source : CBL (2016).

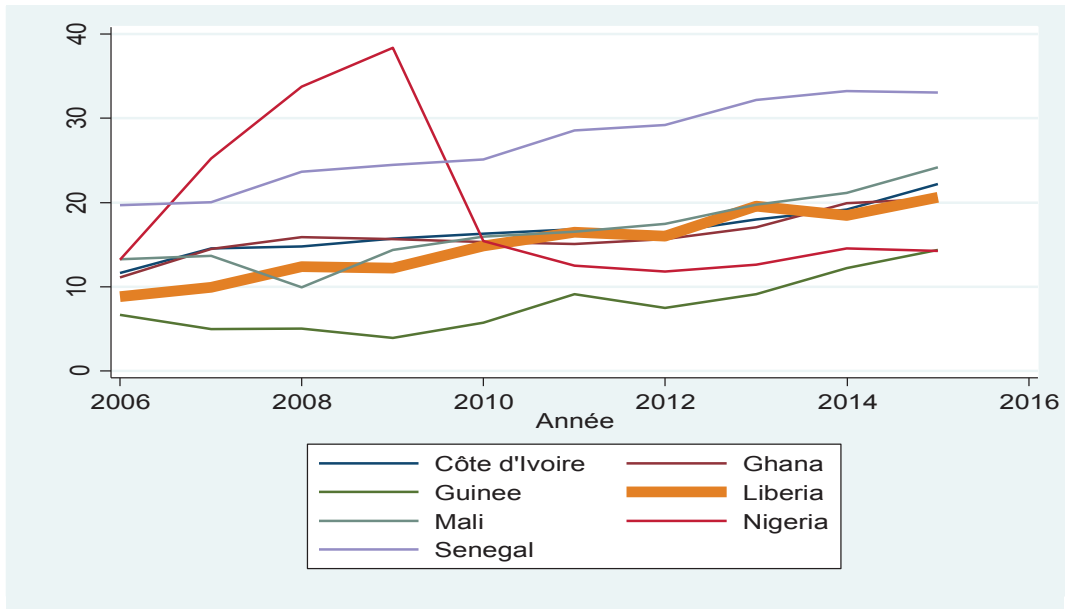
En plus des banques commerciales, le pays compte 16 institutions de microfinance, 11 institutions financières communautaires rurales, 260 coopératives de crédit et 2 300 associations villageoises d'épargne et de crédit, ainsi que deux opérateurs de téléphonie mobile proposant des services bancaires³⁸.

Cependant, même si les prêts octroyés par le système bancaire à l'économie ne cessent d'augmenter depuis 2006 (de 34,9 % entre 2015 et 2016), ils ne profitent que très peu au secteur agricole constitué essentiellement de petits exploitants ruraux pauvres qui ne disposent généralement pas de garanties pour les emprunts (en particulier les femmes). Toute chose qui ne facilite pas leur accès aux intrants agricoles et entretient la faible productivité dans ce secteur (FAO, 2016).

Aussi, quand bien même le secteur financier reste bien capitalisé et liquide (le ratio de liquidités était de 36,8 % en 2016 contre les 15 % requis dans le cadre des règles de gestion prudentielle de la Banque centrale), les prêts octroyés au secteur privé le sont à des coûts opérationnels généralement élevés en raison de la forte proportion de prêts non productifs dans le bilan des banques (les provisions sur les prêts non productifs sont passées de 61,7 % en 2015 à 93,8 % en 2016), des problèmes d'agence multiples (aléa moral notamment) et de l'inaptitude des banques à bien évaluer le risque de crédit, dans un environnement où les droits de propriété sont mal garantis et où il existe très peu de moyens légaux de faire respecter le remboursement des dettes.

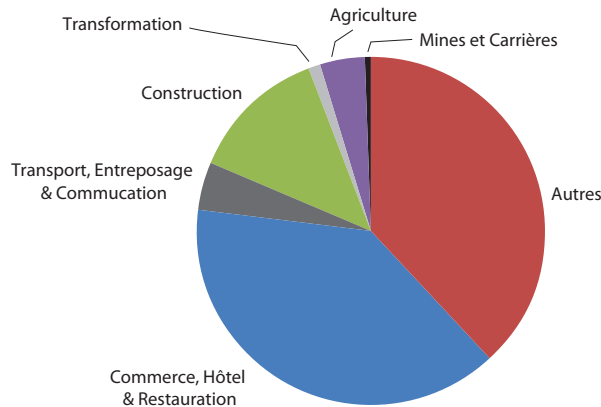
³⁸ Ce sont là autant d'opportunités pour le développement du secteur agro-industriel qui méritent d'être exploitées.

Figure 20: Evolution des crédits domestiques octroyés au secteur privé



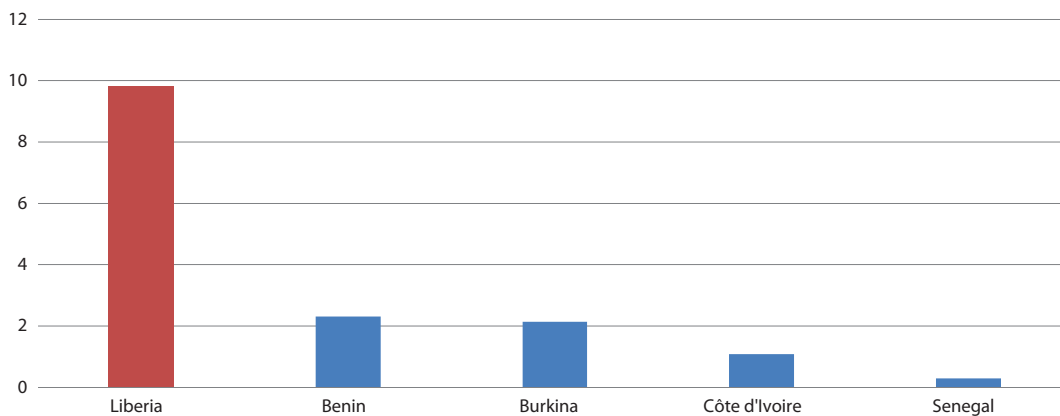
Source : CEA à partir des indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale.

Figure 21 : Pourcentage de crédit accordé par les banques commerciales aux différents secteurs de l'économie en 2016



Source : CBL, rapport annuel de 2016.

Figure 22: Marge d'intérêt au Libéria, au Bénin, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire et au Sénégal



Source : CEA à partir des données de la CBL et de la BCEAO*.

* Données de la BCEAO pour le calcul de la marge de crédit au Bénin, au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire et données de la CBL pour le calcul de la marge de crédit au Libéria.

À cette difficulté, il faut également ajouter le fait que la majorité des concours (prêts) octroyés au secteur privé par le système bancaire sont des prêts à court terme ou des découverts qui ne favorisent pas les investissements productifs. Le pouvoir de création monétaire (octroi de crédit à long terme) des banques commerciales est aussi entamé par la forte concentration de dépôts à court terme auprès du secteur financier (CBL, 2016).

5.2.3. Un système éducatif en reconstruction qui affecte l'efficacité de l'administration publique

Les longues années de guerre ont interrompu la scolarité de nombreux Libériens et leur capacité à acquérir une expérience de travail. Ainsi, des besoins de compétences spécifiques que le système éducatif ne serait pas à même de fournir présentement, pourraient intervenir de façon pressante avec l'ambition d'opérer la transformation agricole (c'est-à-dire la volonté d'accroître la productivité et la valeur ajoutée de ce secteur), avec le développement du secteur des services (transports, chaînes de distribution des intrants, matériels agricoles et industriels, tourisme, etc.) et avec celui en cours du secteur minier.

Dans la mesure où l'éducation améliore la productivité des individus, les carences du système éducatif libérien pourraient freiner les efforts visant à promouvoir l'inclusivité de la croissance et contribuer à perpétuer les inégalités dans la redistribution des richesses et la fragilité du pays. De fait, la faiblesse de l'éducation chez certaines couches de la population permet d'expliquer en grande partie les différences dans les niveaux de pauvreté des ménages (HIES, 2014).

La faiblesse du système éducatif libérien engendre, par ailleurs, d'importantes contraintes de capacités humaines et institutionnelles qui minent l'administration publique et entravent la fourniture adéquate des services publics aux populations. Ces carences administratives

plombent les activités du secteur privé et ralentissent bien souvent la mise en œuvre des programmes et projets d'investissement public (exemple des retards enregistrés dans la mise en œuvre du projet de construction de routes dans le comté de Bong qui, avec les comtés de Lofa et de Nimba, est l'un des comtés du Libéria qui renferme le plus grand nombre de petits producteurs de cacao³⁹). Une plus grande efficacité de l'administration et la mise en œuvre de mécanismes garantissant la transparence seront nécessaires pour gérer convenablement les revenus issus du commerce des ressources naturelles afin d'éviter à l'économie de souffrir du « syndrome hollandais » et de redonner confiance aux contribuables en diminuant la corruption.

5.2.4. Des efforts de gouvernance qui s'effritent avec le temps

À partir de 2012, les progrès enregistrés depuis la fin du conflit connaissent un ralentissement. Entre 2012 et 2015, la note globale du Libéria pour l'indicateur CPIA de la Banque mondiale a stagné (3,1). En 2015, elle demeure en dessous du score moyen obtenu par les pays qui bénéficient des facilités de l'IDA.

Malgré une gestion économique relativement saine (avec de bonnes performances en matière de politique monétaire et de change, et de politique budgétaire, et une bonne gestion de la dette publique) le pays éprouve des difficultés à mettre en œuvre des politiques structurelles adéquates (notamment en dans le secteur financier), à lutter contre la marginalisation et à promouvoir la justice sociale (protection sociale et main d'œuvre, égalité des sexes, valorisation des ressources humaines, notamment) et à faire fonctionner correctement les institutions du secteur public (difficulté à garantir les droits de propriété et carences de l'administration publique).

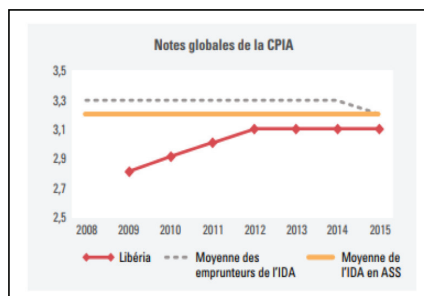
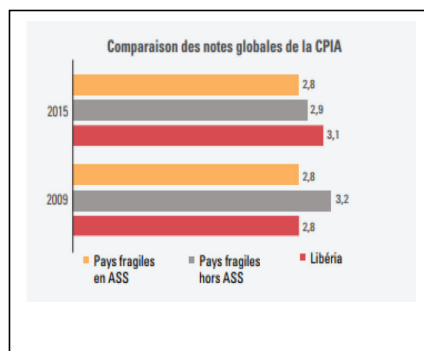
La faiblesse des institutions publiques, les capacités limitées de l'administration publique, ainsi que les lacunes et la lourdeur des réglementations créent des opportunités de corruption dans le secteur public. C'est ainsi que le classement du Libéria au regard de l'Indice de perception de la corruption de Transparency International, qui s'était amélioré entre 2007 et 2012 (de 150e à 75e) s'est dégradé en 2016 (90e).

Ces problèmes de gouvernance, et en particulier l'inefficacité de l'administration publique, apparaissent bien souvent comme les principales causes de l'inefficience des marchés (de la terre, du crédit, du travail, et des biens et services). Ils accroissent les risques de fragilité et sont susceptibles de mettre à mal les progrès économiques réalisés depuis la fin du conflit.

³⁹ La Banque mondiale relevait également que, sur la période 2004-2011, aucun projet d'infrastructure initié n'avait été achevé dans le délai prévu (Liberia Country Program Evaluation 2004-2011 : Evaluation of the World Bank).

Tableau 5 : Note CPIA du Libéria en 2015

Indicateur	Libéria	Moyenne IDA en ASS
Gestion économique	3,5	3,3
Politiques monétaire et de change	3,5	3,4
Politique budgétaire	3,5	3,1
Politique et gestion de la dette	3,5	3,3
Politiques structurelles	3,0	3,2
Commerce	3,5	3,7
Secteur financier	2,5	2,9
Cadre réglementaire des entreprises	3,0	3,1
Politiques de lutte contre l'exclusion sociale et de promotion de l'équité	3,0	3,2
Égalité des sexes	3,0	3,2
Équité dans l'utilisation des ressources publiques	3,5	3,3
Valorisation des ressources humaines	3,0	3,5
Protection sociale et main-d'œuvre	2,5	2,9
Politiques et institutions axées sur la durabilité écologique	3,0	3,2
Gestion et institutions du secteur public	2,9	3,0
Droits de propriété et gouvernance fondée sur les règles	2,5	2,8
Qualité de la gestion budgétaire et financière	3,0	3,1
Efficacité de la mobilisation des recettes	3,5	3,4
Qualité de l'administration publique	2,5	2,8
Transparence, redevabilité et corruption dans le secteur public	3,0	2,7
Note globale de la CPIA	3,1	3,2



Source : Banque mondiale.

5.3. Recommandations

L'ambition du Libéria d'atteindre le statut de pays à revenu intermédiaire à l'horizon 2030 et de faire de l'agriculture le pilier de la diversification de sa base économique et le socle d'une croissance durable et inclusive nécessite que des actions intégrées soient mises en œuvre aussi bien en ce qui concerne l'environnement des affaires que les ressources humaines et les pratiques de gouvernance. À cet égard, le pays devra œuvrer à :

- Améliorer la gouvernance (en allégeant les réglementations et en luttant contre la corruption, notamment) pour réduire les défaillances des marchés ainsi que les risques de fragilité et d'instabilité ;
- Améliorer la coordination entre le Ministère de l'agriculture, le Ministère du commerce et de l'industrie et le Ministère des finances et de la planification du développement s'agissant du secteur agro-industriel ;
- Poursuivre les efforts de recouvrement des ressources fiscales amorcés depuis la création de la Liberia Revenue Authority (LRA) pour réduire le recours du pays à l'endettement extérieur ;

- Renforcer la couverture du pays en infrastructures en privilégiant des partenariats entre l'État et le secteur privé ;
- Améliorer l'efficacité de la justice et de l'administration publique par la mise en œuvre de programmes de renforcement des capacités des agents ;
- Élaborer un système d'informations statistiques qui permettra de disposer d'informations fiables susceptibles d'éclairer les prises de décisions de l'administration et du secteur privé ;
- Améliorer la qualité des ressources humaines au niveau national par la conception et la mise en œuvre d'un programme de développement des ressources humaines conforme aux ambitions de développement du pays ;
- Accroître l'effort d'éducation et poursuivre les actions entreprises pour améliorer l'accessibilité et la qualité de l'enseignement dispensé ;
- Accroître la résilience du système de santé national ;
- Inciter les petits exploitants agricoles à investir en améliorant leur accès au crédit, en leur attribuant des droits de propriété formels sur les terres, en les regroupant en coopératives agricoles et en renforçant les capacités de gestion de ces coopératives⁴⁰;
- Mettre en place des systèmes d'assurance permettant de protéger la chaîne des valeurs agro-industrielles des risques divers auxquels peuvent être confrontées l'ensemble des parties prenantes et qui pourraient faire s'écrouler tout le système⁴¹.

Il serait également judicieux, au commencement de l'exercice du pouvoir, que les nouvelles autorités dressent à mi-parcours l'état des lieux de l'ensemble des réformes initiées dans le cadre de l'AfT, des progrès réalisés ainsi que des contraintes qui entravent la réalisation des cibles fixées, en vue de les lever.

⁴⁰ L'organisation des petits exploitants agricoles en coopératives et leur possession de titres de propriété officiels sur les terres permettront de réduire les risques de crédit élevés dans le secteur agricole, à l'origine de la réticence des banques à prêter.

⁴¹ Aléas de la production liés aux changements climatiques et risques de crédit pour les établissements de crédit, entre autres.

6. Évaluation de la qualité des données nationales

Note méthodologique : La qualité des sources de données nationales pour les principaux indicateurs utilisés dans les profils de pays a fait l'objet d'une évaluation. Le résultat est présenté selon un code de couleurs: un disque vert indique une « bonne » source de données, un jaune une source « satisfaisante » et un rouge une source « à améliorer ».

Cette évaluation a privilégié la transparence et l'accessibilité de chaque source de données nationales. Elle a pris en compte la régularité et la périodicité de publication des sources de données, au vu de la périodicité de la publication et de la fréquence des mises à jour de données conformément aux normes internationales. La comparabilité des séries de données, leur durée dans le temps, les définitions et les unités de mesure standard ont été évaluées. L'accessibilité des bases de données a elle aussi été évaluée; plus précisément, la disponibilité des données et leur libre accès au grand public, leur format et la facilité de leur téléchargement et de leur partage. Ont également été évalués la citation des données, ainsi que les renvois à des sources primaires ou secondaires. Enfin, l'évaluation a considéré l'exhaustivité des métadonnées pour la communication de données, ainsi que l'exhaustivité et la clarté de la documentation et des notes.

Démographie	Valeur	Évaluation	Éducation et emploi	Valeur	Évaluation
Population (en millions)	4,001 855 (2014)	3	Taux d'alphabétisation des 15-24 ans (%)	81 % (2014)	4
Population urbaine (%)	59,4 (2014)	3	Taux de chômage (%)	2,8 % (2014)	3
Enfants 0-14 ans (%)	44,6 (2014)	3	Taux de pauvreté absolu (%)	54,1 % (2014)	3
Adultes 15-65 ans (%)	52,7 (2014)	3			
Personnes âgées 65 ans et plus (%)	2,7 (2014)	3	Santé	Valeur	Évaluation
Performance macroéconomique et sectorielle	Valeur	Évaluation	Taux de mortalité néonatale (pour 1 000 naissances vivantes)	26 (2013)	3
PIB 1992 Prix constants (en millions de dollars américains)	891,9 (2016)	1	Taux de mortalité des moins de 5 ans (pour 1 000 naissances vivantes)	94 (2013)	3
Taux de croissance du PIB réel (%)	-0,5 (2016)	2	Taux de mortalité infantile (pour 1 000 naissances vivantes)	54 (2013)	3
Taux d'inflation (%)	8,8 (2016)	1	Taux de mortalité maternelle (pour 100 000 naissances vivantes)	1072 (2013)	3
Solde du compte courant (en millions de dollars américains)	-325,4(2016)	1			
Tendances économiques et indicateurs de performance	Valeur	Évaluation			
Exportations totales (en millions de dollars américains)	169,6 (2016)	1			
Importations totales (en millions de dollars américains)	1 210,3 (2016)	1			
Investissements directs étrangers nets (en millions de dollars américains)	502 (2016)	1			

Sources de données et Codes des sources de données

1. Central Bank of Liberia
2. Ministry of Commerce and Industry
3. Liberia Institute of Statistics & Geo-information Services
4. Ministry of Education

Bibliographie

- [1] AfDB (2013), "Infrastructure and Inclusive Growth", The African Development Bank, 2013.
- [2] Central Bank of Liberia (2016), "Annual report 2016", Central Bank of Liberia.
- [3] Central Bank of Liberia (2015), "Annual report 2015", Central Bank of Liberia.
- [4] Central Bank of Liberia (2014), "Annual report 2014", Central Bank of Liberia.
- [5] FAO (2016), "Country Programming Framework for the Republic of Liberia 2016-2019", report.
- [6] Government of Liberia, "Agenda for Transformation: Steps toward Liberia Rising 2030", report.
- [7] Government of Liberia, "Economic Stabilization and Recovery Plan", report.
- [8] LISIS (2014), "Household Income and Expenditure Survey", Statistical Abstract.
- [9] LISIS, MOHSW, NACP and ICF International Inc. (2014), "Demographic and Health Survey 2013", Report, April 2014.
- [10] LISIS and MOL (2011): "Report on the Liberia Labor Force Survey 2010", February 2011.
- [11] MCC (2013), "Liberia Constraints Analysis", Report, National Millennium Compact Development Project and the Government of Liberia, September 2013.
- [12] MFDP (2016), "Annual Economic Review", Ministry of Finance and Development Planning, April 2016.
- [13] MFDP (2015), "Annual Economic Review", Ministry of Finance and Development Planning, February 2015.
- [14] MOCI (2014), "Annual Trade Bulletin", Ministry of Commerce and Industry.
- [15] MOE (2016), "Annual report 2016", Ministry of Education.

- [16] MOE (2016), "Liberia Education Sector Analysis", Ministry of Education, October 2016.
- [17] MPEA and IRD (1988), "Liberia Demographic and Health Survey 1986", Ministry of Planning and Economic Affairs (Liberia) and Institute for Resource Development (USA), February 1988.
- [18] UNDP, CAADP and NEPAD (2013), "Liberia agriculture investment opportunities brief", CAADP investment facilitation programme.
- [19] UNECA (2016), "Profil de pays Cabo Verde", rapport.
- [20] UNECA (2014), "Secteur extractif : perspectives africaines", Great Insights.
- [21] World Economic Forum (2017), "The Global Competitiveness Report 2017-2018", Insight Report.
- [22] WTO (2017), "Trade Profile 2017", World Trade Organisation.

UNECA.ORG

Imprimé à Addis-Abeba (Éthiopie) par le Groupe de la publication et de l'impression de la CEA, certifié ISO 14001:2004. Imprimé sur du papier sans chlore.

